L'ABEILLE DE LA N. ORLEANS.

BUREAUX, No 73, RUE DE CHARTRES.

NOUVELLE-ORLEANS.
MERCREDI, 24 JUILLET.

DIX-SEPTIEME ETAT ANNUEL
DE LA
Compagnie d'Assurance Mutuelle du Crescent de la Nlle-Orléans.

Nlle-Orléans, 29 mai 1866.

Les Directeurs, conformément à la charte, soumettent l'état suivant des affaires de la Compagnie, le 30 avril 1866:

Primes d'incendie	$[illegible]	
Primes de marine	[illegible]	
Primes de rivières	[illegible]	$1,027,[illegible]

Montant des primes expirées ... $[illegible]

Pertes payées et estimées: Pertes d'incendie, Pertes de marine, Pertes de rivières, Escompte payé au lieu de scrip, Taxes payées, Réassurances payées, Profits et pertes, dépenses générales, timbres, escompte en moins, &c. ... [illegible]

Bénéfice net ... $[illegible]

Montant des primes participant au dividende de scrip ... $404,711 00

L'actif de la Compagnie est comme suit: Billets garantis par hypothèques, Billets garantis par actions, Effets, Propriétés foncières, Placé en bons consolidés et en bons de la ville, Placé en actions de banques, Scrip étranger et du pays, compte de scrip, Compagnie du Dry Dock Vallette, Dû pour primes et en voie de perception, En caisse ... $347,180 90

Le tableau qui précède est exact et une copie exacte tirée des livres de la Compagnie.

THOMAS A. ADAMS, Président.
HENRY V. OGDEN, secrétaire.

La Compagnie payera un intérêt de 6 pour cent comptant, sur tous ses certificats non payés de scrip aux porteurs légaux des dits certificats, à partir du deuxième lundi de juillet prochain.

Les Directeurs ont également déclaré un dividende-scrip de SOIXANTE pour cent sur les primes expirées et ayant droit de participer pour l'année expirée le 30 avril 1866, et il sera émis des certificats pour le dit dividende à partir du premier lundi d'août prochain.

THOMAS A. ADAMS, Président.
SAMUEL H. KENNEDY, Vice-Président.
HENRY V. OGDEN, Secrétaire.

—DIRECTEURS—

Thos. A. Adams,	Saml H. Kennedy,
C. D. Buddecke,	James J. Hanna,
Saml B. Newman,	A. Dutbill,
P. H. Foley,	Wm. Edwards,
J. Norman Jackson,	A. Gbel,
A. Thomson,	A. B. Reading.

30 mai—30t

Compagnie d'Assurance Mutuelle de la Nlle-Orléans.

SEPTIEME ETAT ANNUEL,

Conformément à sa charte la Compagnie présente l'état suivant:

Montant des primes non expirées en 1865 ... $ 93,394 90

Primes dans l'année expirée le 31 décembre 1866: Sur les risques d'incendie ... $247,125 36; Sur les risques de mer ... 6,090 74; Sur les risques de rivière ... 64,887 46 — 298,099 44

Total des primes ... $461,393 44

En moins: Primes non expirées le 31 décembre 1866 ... $101,439 00; Primes remboursées ... 3,450 41 — 104,889 41

Total des primes ... $376,465 03

Pertes: Sur les risques d'incendie ... $ 30,272 43; Sur les risques de mer ... 15,142 53; Sur les risques de rivière ... 35,932 95

Taxes ... $219,348 93; Réassurances ... 13,670 61; Dépenses générales, compte d'intérêt ... 11,318 66; Intérêt de scrip ... 13,720 77; 34,397 50 — 292,475 13

Bénéfice net ... $ 94,009 90

L'actif de la Compagnie est comme suit: Effets garantis par hypothèques ... $180,394 92; Primes en voie de perception ... 63,526 62; Bons consolidés et bons de la ville ... 56,450 00; Placé en actions de la Compagnie du Gaz ... 37,780 00; Placé en actions de la Compagnie du Chemin de Fer de la ville ... 3,360 00; Scrip de compagnies d'assurance mutuelle ... 79,725 00; Compagnie de la Bourse des Négociants ... 1,000 00; Propriétés foncières ... 6,078 44; Compagnie Valette Dry Dock ... 10,000 00; En caisse ... 57,129 19 — 506,215 17

En moins: Intérêt de scrip non réclamé ... $ 6,580 00; Intérêt (dû en mars) sur le scrip non encore payé ... 34,377 80; Réclamations non réglées ... 7,855 00

$467,372 37

ETAT DE LA LOUISIANE.

Paroisse d'Orléans, Ville de la Nlle-Orléans.

Qu'on se souvienne qu'aujourd'hui 9 janvier 1867, par devant moi, soussigné, Juge de paix dans et pour la susdite paroisse, se sont présentés J. Tuyes, Président, et J. W. Hincks, Secrétaire de la Compagnie d'Assurance Mutuelle de la Nouvelle-Orléans, lesquels ayant été assermentés conformément à la loi, ont déclaré que le tableau ci-dessus est une copie exacte tirée des livres de la Compagnie.

J. TUYES, Président,
J. W. HINCKS, Secrétaire.

Assermentés et signés par devant moi, ce 9 janvier 1867.
PAUL W. COLLENS,
Troisième Juge de Paix de la Paroisse d'Orléans.

Le 7 du courant, à une réunion des Directeurs, il a été résolu de déclarer un dividende-scrip de VINGT-CINQ pour cent sur le montant net des primes de la Compagnie pour l'année expirée le 31 décembre 1866 et il sera émis des certificats à partir du 1er mars prochain. Il a été résolu en outre de payer, à partir du deuxième lundi de mars prochain, six pour cent d'intérêt sur tous les scrips non encore payés de la Compagnie.

Directeurs:

Geo. Urquhart,	Wm. Stevens,
A. Rochereau,	Chs. Lafitte,
G. W. Babcock,	A. Schreiber,
J. A. White,	John Gauche,
W. F. Vredenburgh,	J. M. Lapeyre,
T. S. Blanchard,	J. Tuyes.

COMPAGNIE
d'Assurance Mutuelle des Citoyens

DIXIEME ETAT ANNUEL.

Conformément à sa charte, la Compagnie publie l'état suivant de ses affaires:

Total des primes pour l'année expirée le 30 novembre 1866 ... $386,315 35

Primes d'incendie ... $231,423 04; Primes de mer ... 96,218 61; Primes de rivières ... 58,673 70 — $386,315 35

Moins les risques non expirés ... $ 47,946 00; Primes remboursées ... 2,942 66 — 50,888 66

Montant net des primes ... $335,427 29

Pertes payées: Pertes sur l'incendie ... $102,194 99; Pertes sur mer ... 104,111 32; Pertes sur les rivières ... 18,047 23 — $224,353 48

Réassurances ... 10,492 11; Remboursements de vingt-cinq pour cent ... 30,019 74; Plus les frais, les taxes, profits et pertes, l'intérêt sur le scrip, &c. ... 31,251 31 — 296,116 64

Bénéfice net ... $ 39,310 65

Montant net des primes le 30 nov. 1866 ... $335,427 29; Moins le montant sur lequel il a été remboursé vingt et vingt-cinq pour cent ... 176,666 30

Montant participant au bénéfice ... $148,761 06

L'actif de la Compagnie est comme suit: Effets ... $ 36,103 37; Primes en voie de perception ... 119,967 06; Placé en bons de banque ... 71,391 50; Prêts sur garantie ... 36,427 70; Prêts sur hypothèque ... 12,357 43; Placé en bons de chemins de fer ... 9,350 00; Placé en scrip de compagnies d'assurance ... 39,658 00; En caisse ... 20,309 22

$346,772 25

Le tableau qui précède est une copie exacte tirée des livres de la Compagnie.

O. GAILLARD, Président.
H. CASTAREDE, secrétaire.

ETAT DE LA LOUISIANE.
Paroisse d'Orléans, ville de la Nouvelle-Orléans.
Assermenté et souscrit par devant moi, ce 17 décembre 1866.
PAUL W. COLLENS,
Troisième Juge de Paix.

Les Directeurs ont résolu de déclarer un dividende scrip de vingt-cinq pour cent sur le montant net des primes participant au bénéfice, pour l'année expirée le 30 novembre 1866, dividende pour lequel il sera émis des certificats à partir du deuxième lundi de février prochain. Ils ont de plus résolu de payer six pour cent sur les certificats de scrip non encore payés, à partir du deuxième lundi de février 1867.

DIRECTEURS:

J. Lorber,	A. Mittenberger,
A. Verlain De Gruy,	J. Lemore,
Jhos Gauche,	L. Grand,
Jas. A. White,	T. Avendano,
O. Gaillard,	A. H. D'Hosa,
J. A. Bouse,	F. Mathon,
	A. Bidault.

Bureau, rue Carondelet, No 3.

Compagnie d'Assurance Mutuelle du Sun.

Bureau de la Compagnie d'Assurance Mutuelle du Sun, Nlle-Orléans, Rue du Camp, No 61.

ONZIEME ETAT ANNUEL
De la Compagnie d'Assurance Mutuelle du Sun, de la Nlle-Orléans, pour l'Année expirée le 31 Décembre 1866.

Montant de primes pour l'année expirée le 31 Décembre 1866, savoir: Sur les risques d'incendie ... $331,379 30; Sur les risques de mer ... 22,16[illegible]; Sur les risques de rivières ... 205,694 [illegible] — $[illegible]

Risques non expirés le 31 déc. 1865 ... $722,834 44

A déduire: Risques non expirés le 31 déc. '66 ... [illegible]; Primes remboursées le 31 déc. '66 ... 4,537 16 — 71,482 16

Montant net des primes le 31 déc. '66 ... $651,342 28

Pertes payées dans la même période: Sur les risques d'inc. ... $[illegible]; Sur les risques de mer ... [illegible]; Sur les risques de riv. ... [illegible]; Réassurances ... [illegible]; Quinze, vingt et vingt-cinq pour cent d'escompte de primes ... [illegible]; Montant réservé pour pertes non réglées ... [illegible]; Dépenses, taxes, profits et pertes, escompte et intérêt en moins ... [illegible]

Bénéfice net ... $64,756 63

Montant net des primes ... $651,342 28; En moins—montant des primes sur lesquelles il a été remboursé vingt et vingt-cinq pour cent ... [illegible]

Montant net des primes participant au bénéfice ... $[illegible]

L'actif de la Compagnie est comme suit: [illegible]

Le tableau qui précède est une copie exacte tirée des livres de la Compagnie.

THOMAS SLOO, Président.
THOS. ANDERSON, Secrétaire.

ETAT DE LA LOUISIANE.
Paroisse d'Orléans, ville de la Nouvelle-Orléans.
[illegible]
G. H. BRAUGHN,
Deuxième Juge de Paix, [illegible]

Les Directeurs ont résolu de payer six pour cent d'intérêt sur [illegible] CINQUANTE POUR CENT sur le montant net des primes [illegible]

THOMAS SLOO, Président.
JNO. G. GAINES, Vice-président.
THOS. ANDERSON, Secrétaire.

DIRECTEURS:

Jno. G. Gaines,	H. T. Lonsdale,
Jno. C. Ricks,	Sumpter Turner,
B. J. Hart,	B. Bienvenu,
J. H. Stauffer,	J. B. Bres,
Henry Renshaw,	Theo. A. James,
Thos. Sloo,	J. G. Sorelli.

Compagnie d'Assurance Mutuelle de la Louisiane.

TREIZIEME ETAT ANNUEL.

Conformément à la Charte, la Compagnie publie l'état suivant:

Total des primes de l'année expirée le 28 février 1867 ... $836,130 13

Savoir: Primes d'incendie ... $491,772 [illegible]; Primes de mer ... 291,377 22; Primes de rivières ... 222,974 [illegible] — $836,130 13

En moins, primes remboursées ... $ 4,413 10; En moins, primes non expirées ... 40,294 00 — $ 44,707 10

Montant net des primes ... $791,423 03

Pertes payées: Pertes par l'incendie ... $140,282 [illegible]; Pertes sur mer ... 151,829 [illegible]; Pertes sur les rivières ... 184,176 [illegible] — $476,517 [illegible]

Réassurances ... 48,254 [illegible]; Dépenses, taxes, intérêts, dividende, compte de ... 56,278 67; Escompte au lieu de scrip ... 77,770 35 — $658,945 62

Bénéfice net ... $130,477 41

L'actif de la Compagnie est comme suit: Placé en propriétés foncières ... $36,950 [illegible]; Placé en hypothèques sur propriétés foncières ... 65,982 [illegible]; Placé en bons de la ville et autres ... 22,280 00; Placé en actions de banques et autres ... 111,655 00; Placé en scrip de Compagnies d'Assurance ... 121,727 00; Prêts sur garantie ... 22,[illegible]; Effets ... 34,[illegible]; Primes en voie de perception ... 101,[illegible]; En caisse ... 162,[illegible] — $[illegible]

Le tableau qui précède est une copie exacte des livres de la Compagnie.

CHAS. BRIGGS, Président.
J. P. ROUX, Secrétaire.

ETAT DE LA LOUISIANE.
Paroisse d'Orléans, ville de la Nouvelle-Orléans.
Assermenté et signé pardevant moi, ce 19 mars 1867.
PAUL W. COLLENS,
Troisième juge de Paix.

Les Directeurs ont trouvé de déclarer un dividende-scrip de trente pour cent sur le montant net des primes de l'année expirée le 28 février 1867, et pour ce dividende, il sera émis des certificats à partir du 1er juillet prochain.

Il sera payé, le deuxième lundi de mai 1867, aux porteurs ou à leurs ayant-cause, six pour cent d'intérêt sur tous les certificats de scrip non encore payés.

CHAS BRIGGS, Président.
ANT. CARRIERE, Vice-Président.
J. P. ROUX, Secrétaire.

—DIRECTEURS—

Charles Briggs,	A R Montgomery,
Ant Carriere,	Chas Weisbaar,
Geo A Fosdick,	A Lecourt,
Mason Pilcher,	Frank Williams,
R. Brugier,	Thomas Byrne,
Chas Lafitte,	John Thornhill,
John S. Maunsell,	W A Violett,
P Anderson,	D Fisgio,
Alfred Kearny,	Hugh Macdonald,
A Frerichs,	Harlow J Phelps,
Geo W Dunbar,	Wm H Pinckard,
E F Stockmeyer	Henry H Bryan,
Geo W Hynson,	John S Walls,
Arch'd Montgomery,	J B Ehlers,
Henry J Vose,	George Foster,
E Marquese,	Andrew Stewart,
21 mars	L B Pothier

SUCCESSION DE P. E. A. MALLARD.
—No 13,888—

Vente, à l'encan, de la moitié indivise de onze terrains, situés près la rue du Canal, dans l'ilet compris entre les rues Jackson (maintenant Gasquet), Palmyre, Clara et Génois.

PAR PALFREY & HILL,
H. W. PALFREY, JR, encanteur
Bureau, rue Carondelet, No 55.

Il sera vendu, SAMEDI, 3 août 1867, 1 midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, en vertu et de conformément à un ordre de l'Honorable Deuxième Cour de District de la Nouvelle Orléans, signé le 14 juin 1867, les propriétés foncières ci-après décrites et appartenant à la succession de P. E. A. Mallard, décédé, savoir—

La moitié indivise de onze terrains situés dans le Premier District de cette ville, dans l'ilet compris entre les rues Jackson (maintenant Gasquet) Palmyre et Génois. Les dits terrains sont désignés par les numéros 1, 2, 3, 4, 18, 19, 20, 21, 22, 23 et 24 sur un plan dressé par Geo. T. Dunbar, daté du 12 décembre 1843 et déposé à l'étude de Jules Mossy, ancien notaire de cette ville, et sur un plan figuratif déposé à l'étude de R. Brenan, ancien notaire de cette ville.

Le terrain No 1 forme l'angle des rues Jackson (maintenant Gasquet), et Génois; il a 33 pieds 6 pouces de face à la rue Jackson, sur 108 pieds de profondeur et face à la rue Génois.

Les terrains Nos 2, 3 et 4 se touchent; ils ont chacun 30 pieds de face à la rue Jackson ou Gasquet, sur 108 pieds de profondeur, entre lignes parallèles. Le terrain No 21 forme l'angle des rues Palmyre et Génois, et a 33 pieds 6 pouces 6 lignes de face à la rue Palmyre, sur une profondeur et façade, sur la rue Génois, de 108 pieds. Les terrains Nos 18, 19 et 20 se touchent; ils ont chacun 30 pieds de face à la rue Palmyre, sur une profondeur de 108 pieds, entre lignes parallèles. Les terrains Nos 22, 23 et 24 se touchent; ils ont chacun 34 pieds 6 pouces 6 lignes de face à la rue Génois, sur une profondeur de 138 pieds 6 pouces et 4 lignes, entre lignes parallèles. Le tout en pied français.

La proximité de ces propriétés à la rue du Canal en fait un bon placement. La vente se fera en terrains au gré des acheteurs.

Les plans sont à la Bourse.

Conditions—comptant, ou billets du Trésor des Etats Unis.

Les actes de vente, y compris les timbres de Revenu intérieur des Etats-Unis, pardevant Geo. W. Christy, notaire public, aux frais des acquéreurs.

27 juin—27—13 juillet—3 août

Jas. W. Watson vs Thaddeus P. Mott et le Remorqueur Baltic et al.

Troisième Cour de District de la Nouvelle-Orléans.—No 23,355.—En vertu d'un ordre de vente rendu le 21 juin 1867 à moi adressé par l'Honorable Troisième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai le vendredi, vingt-six juillet 1867, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de—

Le remorqueur BALTIC, tel qu'il se trouve amarré aujourd'hui le fleuve Mississippi, près de la briqueterie Jourdan, au-dessus de cette ville.

Saisi provisoirement dans l'affaire ci-dessus.
Conditions—Comptant, au moment de l'adjudication.
HARRY T. HAYS,
Shérif de la Paroisse d'Orléans.
2 juin—25—8,11,18,25 juillet

NANCY JEANNE BARRETT & WM. B BARRETT vs. WM. KREKENBERG.

Quatrième Cour de District de la Nouvelle-Orléans.—No 18,654—En vertu d'un writ de fieri facias contre Wm. Martin, à moi adressé par l'Honorable Quatrième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai le SAMEDI, dix-sept d'août 1867, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit:

1o—Un certain terrain situé dans le Premier District de cette ville, dans l'ilet en triangle borné par les rues Poydras, Broad et Gravier, désigné par le numéro Trois, d'après un croquis annexé à un acte au rapport de Wm. Shannon, notaire public en cette ville, en date du 5 mars 1866, portant vente par Cornelius C. Beard à M. Schul.

Le dit terrain mesure deux cent trente-sept pieds deux pouces et quatre lignes de face à la rue Julia, deux cent quarante pieds cinq pouces de face à la rue Poydras, et deux cent quarante-huit pieds huit pouces deux lignes ou à peu près sur la ligne limitrophe des numéros Un et Deux du dit îlet.

Ensemble avec les améliorations qui s'y trouvent.

Cette propriété appartient au défendeur Wm. Martin, au moyen de l'acquisition qu'il en a faite du dit Cornelius C. Beard, suivant acte au rapport du dit notaire Wm. Shannon, en date du 6 mars 1866.

2o—Un certain terrain situé dans le Premier District de cette ville, dans l'îlet borné par les rues Poydras, Broad et Julia, désigné par le No Un, suivant plan de Buisson, voyer, daté du 15 février 1850 et mesurant quarante-quatre pieds de face à la rue Poydras, quarante-quatre pieds deux pouces et cinq lignes de face à la rue Broad, deux cent deux pieds huit pouces une ligne de profondeur sur une ligne et cent quatre-vingt-quatre pieds quatre pouces sur la ligne limitrophe du numéro Trois, deux cent un pieds quatre pouces sur la ligne limitrophe du numéro Un.

Cette terrain appartient au défendeur Wm Martin au moyen de l'acquisition qu'il en a faite de P. S. de Chaval, suivant acte au rapport de M. Gernon, notaire public en cette ville, en date du 6 mars 1866.

3o—Un certain terrain situé dans le Premier District de cette ville, dans l'ilet en triangle borné par les rues Poydras, Broad et Julia, désigné par le numéro Un, suivant croquis annexé à un acte au rapport de Wm. Shannon, notaire public en cette ville, en date du 5 mars 1866, portant vente par C. C. Beard à M. Schul.

Le dit terrain mesure quarante-quatre pieds dix pouces de face à la rue Broad, sur une profondeur et façade à la rue Julia de deux cent cinq pieds, et une profondeur, sur la ligne limitrophe du numéro Un, de deux cent vingt-quatre pieds sept pouces et sept lignes et une largeur derrière de vingt-quatre pieds quatre pouces et une ligne.

Ensemble avec les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent.

Cette propriété appartient au défendeur Wm. Martin, au moyen de l'acquisition qu'il en a faite de Michael Kain, suivant acte au rapport de M. Gernon, notaire public en cette ville, en date du 6 octobre 1866.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.
Conditions—Comptant au moment de l'adjudication.
HARRY T. HAYS,
Shérif de la paroisse d'Orléans.
17 juillet—17,26—août 3,9,17

Magasins en briques.
Numéros 149 et 151, rue Julie.

Succession d'Ann Eliza Hosmer, Adelaide Clare Brown et al.—No—

Sixième Cour de District judiciaire, — Paroisse de St. Tammany.

Dans l'affaire de la mineure Laura Louisa Brown
No 7,890.

Deuxième Cour de District de la Nouvelle-Orléans.

PAR C. E. GIRARDEY & Co.,
NICHOLAS J. HOEY, encanteur.
Bureau, Exchange Place, No 17.

Samedi, 27 juillet 1867, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, dans la rue Royale, entre les rues Canal et Douane, en vertu d'un ordre de l'Hon. Sixième Cour de District judiciaire de la paroisse de St Tammany, La., et d'un ordre de l'Honorable John W. Thomas, juge de la Deuxième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, le premier daté Covington, le 1er juin 1867, et le second Nouvelle-Orléans, le 20 juin 1867, il sera vendu, à l'enchère publique, la propriété ci-après décrite, savoir:

Deux certains lots de terre, dans le Premier District de cette ville, dans l'ilet borné par les rues Julie, Girod, Camp et Ste Marie, désignés par les Nos 3 et 4, sur un plan dressé par W. T. Thompson, daté le 16 février 1867 et déposé au bureau de H. B. Censenotaire. Les dits terrains se touchent et mesurent chacun 25 pieds de face sur la rue Julie, sur une profondeur, entre lignes parallèles, de 78 pieds.

Les améliorations consistent en une maison basse en briques, divisée en deux magasins, avec une cuisine en briques à un étage (double), connues par les Nos 149 et 151, rue Julie.

Conditions de la vente.—Un tiers comptant, le reste à un crédit de 1 et 2 ans, en billets des acquéreurs, payables à leurs propres ordres et endossés par eux; divisés en coupons et portant intérêt à raison de 8 p 0/0 par an, du jour de la vente jusqu'à parfait paiement, garantis par privilège du vendeur, et hypothèque spéciale sur la propriété; également, les 5 p. 0/0, honoraires d'avocat, en cas de procès, pour obliger le paiement des dits billets. Les améliorations devront être assurées pour leur entière valeur et les polices transférées aux teneurs des dits billets; en plus, les acquéreurs devront assumer le paiement de toutes les taxes de cette année, 1867.

Actes de vente et les timbres de Revenu aux frais des acquéreurs, pardevant A. Hero Jr, notaire public.

22 juin—28—6,13,20,27 juillet.

La Compagnie d'ASSURANCE MUTUELLE DE LA LOUISIANE vs. ANTONIO COSTA.

Quatrième Cour de District de la Nouvelle-Orléans—No 19,579—En vertu d'un writ de saisie et vente à moi adressé par l'Honorable Quatrième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai, le SAMEDI, vingt-sept de juillet 1867, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit:

Un terrain désigné par le numéro Cent trente-deux, dans l'ilet Vingt-deux, situé rue de Craps, entre celles d'Enghien et Mandeville, dans le Troisième District de la ville de la Nouvelle-Orléans. Le dit terrain ayant trente-deux pieds de face à la rue de Craps, sur cent soixante pieds de profondeur.

Ensemble avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, consistant en une maison basse en bois, avec cuisine, le tout portant le No 334, sur la rue de Craps, une cuisine basse en bois couverte en bardeaux, &c., &c.

Cette propriété appartient au défendeur au moyen de l'acquisition qu'il en a faite de Joseph A. Dias, suivant acte sous seing privé, en date du 12 mai 1866, enregistré au bureau des Aliénations, au Livre 82, fo. 203.

2o—Un certain terrain ainsi qu'une certaine portion de terre, situé dans le Troisième District de cette ville, dans l'ilet numéro Cinquante, borné par les rues Prosper, Anthony, Solidelle et Annette, désigné par le numéro Cinquante-cinq, d'après un plan dressé par John Britt, architecte, le 3 avril 1849 et déposé en l'étude de H. P. Caire, ci-devant notaire public en cette ville, sous le No 41 du Livre de plans No 5.

Le dit terrain mesure, mesure anglaise, trente-et-un pieds cinq pouces et cinq lignes de face à la rue Prosper, sur une profondeur de cent soixante pieds ou pouces quatre lignes parallèles.

Ensemble avec les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent.

Cette propriété appartient au défendeur au moyen de l'acquisition qu'il en a faite de Joseph A. Dias, suivant acte sous seing privé, en date du 17 mars 1856, enregistré au bureau des Aliénations au Livre 83, folio 289.

Saisie dans l'affaire ci-dessus.
Conditions—Comptant, au moment de l'adjudication.
HARRY T. HAYS,
Shérif de la Paroisse d'Orléans.
28 juin—juillet 6,12,20,27

L'ETAT DE LA LOUISIANE—Cinquième Cour de District de la Nouvelle-Orléans—Je certifie par les présentes, que le 10 juin 1867, jugement a été rendu, dans cette cour, dans le procès suivant, dans les termes et chiffres suivants: [illegible] Marie Marguerite Reyff contre Marie Joseph L. G. Reyff [illegible]

[illegible]

11 juil—[illegible] A. D. BERNOUDY, député greffier.

VENTES JUDICIAIRES.

STUART & WALKER vs CHARLES HARD.

Cinquième Cour de District de la Nouvelle-Orléans.—No [illegible]—En vertu d'un writ de saisie et vente à moi adressé par l'Honorable Cinquième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai le LUNDI, [illegible] août 1867, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit:

Deux terrains situés dans le Premier District de la Nouvelle-Orléans, dans l'ilet borné par les rues Nayades, Prytanie, Clio et Erato, et désignés par les numéros trois et quatre sur un plan dressé suivant plan portant le No [illegible], déposé en l'étude de T. O Stark, notaire public en cette ville.

Les dits terrains sont contigus et mesurent chacun vingt neuf pieds de façade à la rue Erato, sur cent cinquante neuf pieds neuf pouces et huit lignes de profondeur, entre lignes parallèles.

Ensemble avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent.

Saisie dans l'affaire ci-dessus.
Conditions—Comptant au moment de l'adjudication.
HARRY T. HAYS,
Shérif de la Paroisse d'Orléans.
11juil—[illegible]—[illegible] août

L. E. PERROUX vs PIERRE LACOSTE.

Troisième Cour de District de la Nouvelle-Orléans—No [illegible]—En vertu d'un writ de saisie et vente à moi adressé par l'Honorable Troisième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai le SAMEDI, vingt sept de juillet 1867, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles de Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit—

Une certaine étendue de terre située dans la paroisse d'Orléans, sur la rive droite du fleuve Mississippi, à quatre milles environ au-dessous de cette ville, ayant deux arpents et demi de face au fleuve, sur quarante arpents de profondeur, bornée à la limite supérieure par la propriété appartenant à A.B.C. Lacoste et à la limite inférieure par la propriété appartenant à M. Edmond Fortier.

Ensemble avec les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent.

Cette propriété appartient au défendeur de la manière suivante, savoir; les quatre cinquièmes des deux arpents ci-dessus décrits, au moyen de l'acquisition qu'il en a faite des héritiers de feu Casimir Lacoste, suivant acte au rapport de F. Lacoste, ci-devant notaire public en cette ville, en date du 13 janvier 1856, et l'autre cinquième pour en avoir hérité de son père, le dit Casimir Lacoste, en sa qualité d'héritier pour un cinquième dans sa succession.

Et le demi arpent ci-dessus décrit, au moyen de l'acquisition qu'il en a faite d'Hypolite Fortier, suivant acte au rapport du dit notaire Lacoste, en date du 7 mai 1856.

Saisie dans l'affaire ci-dessus.
Conditions—Comptant, au moment de l'adjudication.
HARRY T. HAYS,
Shérif de la Paroisse d'Orléans.
25 juin—3, 11, 19, 27 juil

J. B. LIPPINCOTT & Co. vs THOS. L. WHITE.

Cinquième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, No 18,756—En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Honorable Cinquième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai le MERCREDI trente et un juillet 1867, à 10 heures A. M., sur les lieux ci-après désignés, à la vente publique et adjudication de—

Le contenu d'un magasin de livres et de fournitures de bureau, situé au No 62 rue du Camp, dans le Premier District de cette ville, suivant inventaire, déposé en mon bureau pour recours.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.
Conditions—Comptant au moment de l'adjudication.
HARRY T. HAYS,
Shérif de la Paroisse d'Orléans.
19juillet—22,25,29,31

HENRY LARQUIE, DANIEL MORIARTY, subrogé vs. JULES BENIT.

Sixième Cour de District de la Nouvelle-Orléans—No 16,835—En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Honorable Sixième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai, le MARDI, six d'août 1867, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit:

Deux certains terrains contigus situés dans le Premier District de la Nouvelle-Orléans, dans l'ilet borné par les rues St-Paul, aujourd'hui Liberty, Hévia, aujourd'hui Lafayette, Gironde, aujourd'hui Howard, et Poydras. Les dits terrains sont désignés par les numéros UN et DEUX de l'ilet numéro TRENTE-DEUX, suivant plan dressé par A. de Armas, architecte, le 24 mars 1851 et déposé en l'étude de A. Mazureau, notaire public en cette ville, pour recours, et mesurant chacun trente-six pieds de face à la rue St-Paul, aujourd'hui Liberty, sur une profondeur de cent sept pieds, entre lignes parallèles.

Ensemble avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent et tous les droits, privilèges, servitudes et avantages y attachés et y appartenant.

Ce te propriété appartient au défendeur au moyen de l'acquisition qu'il en a faite de Victor Benit, suivant acte au rapport de J. Emile Jarreau, notaire public en cette ville, en date du 26 mars 1858.

Saisie dans l'affaire ci-dessus.
Conditions comptant au moment de l'adjudication.
HARRY T. HAYS,
Shérif de la Paroisse d'Orléans.
6 juillet—6 15,23,30—août 6

S. D. Schuyler vs. Rocha, Becker & Co, J. A. Da Rocha, J. G. Becker & Wm. H. Ames.

Troisième Cour de District de la Nouvelle-Orléans. No. 21,613. — En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Honorable Troisième Cour de District de la Nouvelle Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai le Samedi 27 de juillet 1867, à 10 heures du matin, sur les lieux ci-après désignés, à la vente publique et adjudication de—

Le terme restant du bail du magasin situé sur le Canal No 147, Deuxième District de cette ville, à raison de cinq cents piastres ($500 00) par mois, payables à la fin de chaque mois, lequel bail expirera le 1er d'octobre 1868.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—L'acquéreur paiera le loyer à son échéance comme il est dit plus haut, et la balance du prix d'adjudication, s'il y en avait, comptant au moment de l'adjudication.

HARRY T. HAYS,
16 juil—19,22,25 Shérif de la paroisse d'Orléans.

AUSTIN THORPE & CO. vs. ROCHA, BECKER & CO (J. A. DA ROCHA, J. G. BECKER & WM. H. AMES.

BUTLER & PITKIN vs. les mêmes.
WRIGHT BRINKERHOFF vs. les mêmes.

Quatrième Cour de District de la Nouvelle-Orléans—Nos 17,857, 18,570 et 18571—En vertu de trois writs de fieri facias à moi adressés par l'Honorable Quatrième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans les affaires ci-dessus, je procéderai le SAMEDI vingt-sept de juillet 1867, à 10 heures du matin, sur les lieux ci-après désignés, à la vente publique et adjudication de—

L'installation du magasin situé rue du Canal, No 147, Deuxième District de cette ville, suivant inventaire déposé en mon bureau pour recours.

Saisie dans les affaires ci-dessus.
Conditions—Comptant, au moment de l'adjudication.
HARRY T. HAYS,
Shérif de la Paroisse d'Orléans.
16 juillet—16,19,22,25,27

Succession de Robert C. Armstead.
No 18,323.

Vente, à l'encan, de la moitié indivise de onze terrains, situés près la rue du Canal, dans l'ilet compris entre les rues Jackson (maintenant Gasquet), Palmyre, Clark et Genois.

PAR PALFREY & HILL.
H. W. PALFREY, Encanteur.
Bureau, rue Carondelet, No 55.

Il sera vendu, SAMEDI 3 août 1867, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, en vertu de et conformément à un ordre de l'Honorable Deuxième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, signé le 18 juin 1867, les propriétés foncières ci-après décrites et appartenant à la succession de Robert C. Armstead, décédé savoir—

La moitié indivise de Onze Terrains situés dans le Premier District de cette ville, dans l'ilet compris entre les rues Jackson (maintenant Gasquet), Clark, Palmyre et Genois. Les dits terrains sont désignés par les Nos 1, 2, 3, 4, 18, 19, 20, 21, 22, 23 et 24 sur un plan dressé par Geo. T. Dunbar, daté du 12 décembre 1843 et déposé en l'étude de Jules Mossy, ancien notaire de cette ville, et sur un plan figuratif déposé en l'étude de R. Brenan, ancien notaire public en cette ville.

Le terrain No 1 forme l'angle des rues Jackson (maintenant Gasquet) et Génois; il a 33 pieds 6 pouces de face à la rue Jackson, sur 108 pieds de profondeur et face à la rue Génois. [illegible]

Les terrains Nos 22, 23 et 24 se touchent: ils ont chacun 34 pieds 6 pouces 6 lignes de face à la rue Génois, sur une profondeur de 138 pieds 6 pouces 4 lignes, entre lignes parallèles. Le tout en pied français.

La proximité de ces propriétés à la rue du Canal en fait un placement avantageux. La vente se fera en terrains au gré des acheteurs. Voir les plans à la Bourse.

Conditions de la vente.—Comptant, en billets du Trésor des Etats-Unis.

Les actes de vente, y compris les timbres de Revenu intérieur des Etats-Unis, pardevant George W. Christy, notaire public, aux frais des acquéreurs.

27 juin—juillet—27, 17 août 3

A. Ravelet vs. ses Créanciers et les Créanciers de C. Ravelet & Son—No 23,212.

Troisième Cour de District de la Nouvelle-Orléans—Avis est par le présent donné aux créanciers du susdit insolvable, d'avoir à déduire, sous six jours à dater de la première publication du présent avis, les raisons pour lesquelles le compte présenté par le syndic ne serait point approuvé et homologué, et les fonds entre ses mains répartis conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour,
J. O. CHALON,
Député-Greffier.
16 juillet—20,25.

Etat de la Louisiane—Deuxième Cour de District de la Nouvelle-Orléans—L'Etat de la Louisiane, à tous ceux que les présentes concernent, salut:—Attendu que Madame Mary Orth veuve de Jacob Matz a acheté à une vente faite par G. de Ferriet, encanteur la propriété ci-après décrite, s'est adressée au greffier de cette Cour où la dite vente passée par devant A. Ducatel, notaire, le 18 juin 1867 fut enregistrée le vingt huit de juin de l'année 1867, pour un avis conformément à un acte de la Législature de l'Etat de la Louisiane, intitulé "Acte relatif aux monitions et à la manière de procéder," approuvé le 15 mars 1855;

Qu'il soit connu, et toutes personnes intéressées sont par ces présentes sommées au nom de l'Etat de la Louisiane et de la Deuxième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, qui pourraient avoir droit à la propriété ci-après décrite, en conséquence d'un défaut de forme dans l'ordre, le décret ou le jugement de la Cour, en vertu duquel la vente a été faite, ou de toute irrégularité ou illégalité dans l'estimation, l'avis ou le temps et le mode de la vente, ou pour une autre cause quelconque, de faire voir, dans trente jours à dater de la publication de cet avis, pourquoi la vente ainsi faite ne serait pas confirmée et homologuée.

La dite propriété fut vendue par le susdit encanteur, le vingt-septième jour d'avril de l'année 1867, en vertu d'un décret de cette Cour, rendu le 27me jour de février de l'année 1867, dans l'affaire de Jane Freer, femme de Henry Grant, vs. Jane Adlam et Didier Fiestan, No 27,079, du Docket de cette Cour, à laquelle vente la dite veuve Jacob Matz, s'est rendue acquéreur pour le prix de $3,900 00, ainsi que le tout appert du susdit acte de vente passé par devant A. Ducatel, le 18 juin 1867.

Description de la propriété d'après le transfert judiciaire, savoir:

Un certain lot de terre avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent et les droits et privilèges, &c. qui s'y rattachent, situé dans le Troisième District de cette ville, dans l'ilet compris entre les rues Marigny, Grands Hommes ou Dauphine, Mandeville, Craps ou Bourgogne. Le dit lot forme l'encoignure des rues Marigny et Grands Hommes ou Dauphine et mesure trente pieds de face à la rue Marigny sur soixante neuf pieds quatre pouces et cinq lignes de profondeur et face à la rue Dauphine.

La propriété ci-dessus étant la même que Andrew Fletson a acquis de Lazare Dorestan Dalcour par acte devant J. Lisbony, notaire, le 13 avril 1853

Greffe de la Deuxième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, ce 29 juin 1867.

P. R. O'RORKE,
Greffier.
30 juin—juil. 13, 27

Succession de Chas. Schuttler—No 25,493.

Septième Cour judiciaire paroisse des Avoyelles, No—

Grande vente de terrains améliorés, situés dans le Premier et le Quatrième Districts.—

Dans les affaires Adeliska Françoise Caspar, ci-devant veuve de Chas. Schuttler, aujourd'hui femme de Jean Michel Robert; Catherine Schuttler, femme de John Nick; Louise R. Schuttler, veuve de George Kaiser; Rosa M. Schuttler, femme de Chas. N. Zunmer; Amélie Lisette Schuttler, Azélia Louisa Schuttler et Adolphe Ziler Schuttler, héritiers mineurs du dit Chas. Schuttler.

PAR GARDNER SMITH, YEISER & CO
GARDNER SMITH, encanteur.
Bureau, No 90, rue du Camp.

Il sera vendu, samedi 17 août 1867, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, dans la rue Royale, en vertu de et conformément à un ordre de l'honorable John W. Thomas, juge de la Deuxième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, daté du 12 de juillet 1867, les propriétés ci-après décrites et appartenant à la succession de Charles Schuttler, savoir:

1o—Un terrain, avec les améliorations qui s'y trouvent dessus, situé dans le Quatrième District de cette ville, dans l'ilet compris entre les rues Ste Marie, Jersey (aujourd'hui Annunciation), Félicité et Chippewa. Le dit terrain est désigné par le No 14 sur un plan de huit terrains appartenant à la succession de E. Crocker, plan dressé par J. G. Draux, voyer, en date du 6 mai 1858 et déposé à l'étude de F. Grima, [illegible]

[illegible]

Les améliorations consistent dans "cottage" double, dépendances, &c.

2o—Deux terrains, avec les bâtisses qui se trouvent dessus, situés dans le Premier District de cette ville, dans l'ilet compris entre les rues Liberté, Howard, Tivoli [illegible]

[illegible]

—CONDITIONS.—

[illegible]

19 juillet—[illegible]

Valeur des Monnaies étrangères.

The following is a synopsis of the value of foreign specie monies of the money tariffs and gold of the United States, as prepared officially at the United States Mint and used at the Treasury Department in Washington:

COUNTRIES.		VALUE.
Austria	Silver Florin, (60 Kreutzers)	$.4803
Belgium	Silver Franc	$.19455
Bolivia	Silver Dollar	$.7084
Brazil	Milrei (1000 Reis)	$.5416
Bremen	Thaler (72 Grotes)	$.70
Buenos Ayres	See New Granada and Mexico.	
Central America	Doubloon	$15.7[illegible]
	Gold Dollar	$.9843
	Four Dollar Piece, (2 Escudos)	$3.68
Chili	Gold Dollar	$.91265
China	Tael	$1.48
	Mexican Dollar (The Chop Dollar has no standing value.)	$1.05
Denmark	Silver Rigsdaler (6 Marks)	$.5483
Ecuador	Dollar (8 Reals)	$.60
Egypt	Piastre	$.05
England	Pound	$484
France	Franc (100 centimes, gold)	$.193
	(See Belgium, Silver)	$.19455
Germany	Thaler (30 Groshen)	$.7205
	Austrian florin (100 Kreutzers. (See Austria)	$.4803
	Sout'ern Florin (60 Kreutzers)	$.412
Greece	Drachm (100 Lepta)	$.17275
Hamburg	Mark Banco (16 Skillings)	$.3643
India	Rupee (16 Annas)	$.462
Italy	Lira of Sardina	$.193
	Lira of Florence	$.1636
	Scudo of Rome	$1.05
	Ducat of Naples	$.8274
Japan	Itzebu	$.34
	Mexican Dollar	$1.05
Mexico	Doubloon	$.15747
	Gold Dollar	$.9842
	Silver Dollar	$1.05
Morocco	Bountqui	$1.00
Netherlands	Guilder	$.4065
New Granada	Peso (1-10 of a Condor) in gold	$.965
	in silver	$.973
Peru	Same as Bolivia	
Portugal	Milrer (1,000 Reis)	$1.08
Prussia	Thaler 30 Groeschen See Germany.	
Russia	Rouble (100 Copeka)	$.777
Spain	Real (100 Centimos)	$.05
Sweeden	Rigsdaler—riksmyat (¼ species Daler)	$.269
Switzerland	Franc (109 Rappen) see France.	
Tunis	Piastre	$.125
Turkey	Piastre (40 Paras) gold	$.0435
	silver	$.043

LEGAL NOTICES.

THE STATE OF LOUISIANA—THIRD DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS.—I hereby certify that on the 15th day of June, 1867, judgment was rendered in this Court in the following entitled suit, in the words and figures following, to wit: No. 23,305—Mary E. Fisher vs. George W. Walker—In this case submitted to the Court for adjudication by consent of counsel, the law and the evidence being in favor of plaintiff, it is ordered, adjudged and decreed that judgment of a separation of property and a dissolution of the community of acquests and gains heretofore existing between them be and the same is hereby rendered in favor of the plaintiff, Mrs. Mary Elizabeth Fisher, wife of George W. Walker, Jr., and against defendant, George W. Walker, Jr., her husband; and it is further ordered that the plaintiff recover of the defendant the sum of three thousand five hundred dollars, with legal interest on $1000 from the 1st day of January, 1859, and on $2500 from the 1st of January, 1861, until paid and all costs of suit, with the lien and privilege granted by law to married women on the property of their husband to secure their dotal paraphernal and other rights; and it is further ordered that the plaintiff be and she is hereby authorised and empowered to control, manage and attend her own separate property.

Rendered June 15, 1867.
Signed June 20, 1867.
(Signed) E. T. FELLOWES, Judge.

In testimony whereof, I have hereunto set my hand and affixed the seal of the said Court, at the city of New Orleans, on this 28th day of June, in the year of our Lord, one thousand eight hundred and sixty-seven, and the 91st year of the Independence of the United States.

J. O. CHALON,
Deputy Clerk.
jy23 jy2 16 23

STATE OF LOUISIANA—SIXTH DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS.—The State of Louisiana, to all to whom these presents shall come, greeting:

Whereas, Edmund Campanel, having purchased at a sale made by the Sheriff of the parish of Orleans, the property hereinafter described, has applied to the Clerk of this Court, in whose office the deed of sale was recorded on the 17th day of June, A. D. 1867, for a monition or advertisement, in conformity to an Act of the Legislature of the State of Louisiana, entitled "An Act relative to monitions and the mode of proceeding;" approved the fifteenth day of March, 1855.

Now, therefore, know ye, and all persons interested herein are hereby cited and admonished, in the name of the State of Louisiana, and of the Sixth District Court of New Orleans, who can set up any right, title or claim in and to the property hereinafter described, in consequence of any informality in the order, decree or judgment of the Court under which the sale was made, or any irregularity or illegality in the appraisements and advertisements, in time, or manner of sale, or for any other defect whatsoever; to show cause within thirty days from the day this monition is first inserted in the public papers, why the sale so made should not be confirmed and homologated.

The said property was sold by the Sheriff of the Parish aforesaid on the 8th day of June, A. D. 1867, by virtue of a decree of this Court, rendered on the 9th day of April, A. D. 1867, in a suit entitled, John Coleman vs a lot of ground, etc., No 9827 of the docket of this Court, at which said Edmund Campanel became the purchaser for the price of $1210 cash.

Description of property, as given in the Judicial Conveyance, viz:

A Certain Portion of Ground, subdivided into four lots, situate in the Second District of this city, in the square comprised within Ursulines, Hospital, Rocheblave and Tonti streets, one of said lots forming the corner of Ursulines and Tonti streets, and together measuring in the aggregate a front of one hundred and twenty two feet and four lines, by a depth of eighty eight feet, four inches and four lines, with the improvements thereon.

By order of the Court.
WM. WOELFER,
Clerk
ju22 jy6 20 au3

VENTES A L'ENCAN.

Amaron Ledoux vs. A. A. Jones et al.
Troisième Cour de District de la Nlle-Orléans. No 21,618.

La dame A. Z. Cammack, vs. le Dr. A. A. Jones—No 19,568.

Quatrième Cour de District de la Nouvelle-Orléans—Par suite d'un consentement signé par les parties intéressées dans les affaires ci-dessus, à moi adressé, je procéderai le Lundi vingt-neuf de Juillet 1867, à 10 h. du matin, au No 23 rue Jefferson, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de—

Le fonds et l'installation d'une Pharmacie transportés de la maison située No 21 rue Bourbon, suivant inventaire déposé en mon bureau pour recours.

Saisies dans les affaires ci-dessus.
Conditions—Comptant, au moment de l'adjudication.
HARRY T. HAYS.
Shérif de la Paroisse d'Orléans.
16juil—19,22,25 29.

George Dorrance vs. Jerome Bradley et als.
William Holland et als. vs. la goélette "Edith Brown" et als.

Quatrième Cour de District de la Nouvelle-Orléans—Nos 17,333 et 19,054—En vertu de deux writs de fieri facias, à moi adressés par l'Honorable Quatrième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans les affaires ci-dessus, je procéderai le SAMEDI, dix août 1867, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de—

La goélette "Edith Brown" ses voiles, agrès, etc., telle qu'elle se trouve aujourd'hui dans le fleuve Mississipi, au pied de la rue St Barthélemy, Troisième District de cette ville.

Saisie dans les affaires ci-dessus.
Conditions—comptant, au moment de l'adjudication.
HARRY T. HAYS,
Shérif de la Paroisse d'Orléans.
9 juil—18, 26,—août 3. 10

Succession de Sylvestre Norestant Rabanee
PAR S. GUINAULT, encanteur,
Bureau, Bienville et Passage de la Bourse.

Mardi, 13 août 1867, il sera vendu, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale entre Douane et Canal, en vertu d'un ordre de l'Honorable Deuxième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, en date du 5 juillet 1867, la propriété suivante, savoir:

Un lot de terre situé au faubourg Tremé, Deuxième District de cette ville, dans l'ilet renfermé par les rues Ste Anne, Dumaine, Derbigny et Roman, laquelle portion de terre forme encoignure aux rues Ste Anne et Derbigny, et mesure au pied français, 79 pieds 8 pouces de face à la rue Ste Anne, sur 116 pieds de profondeur et face à la rue Derbigny; Ensemble les bâtisses et améliorations qui y sont construites.

Conditions—Comptant, en billets du Trésor des Etats Unis. La propriété ci-dessus est vendue sujette à un bail échéant le 26 décembre 1867, à raison de $20 par mois.

Les taxes pour l'année courante, 1867, ainsi que les timbres, seront aux frais de l'acquéreur.

Acte de vente pardevant O. Drouet, notaire public.
12 juil—20, 27—3 et 13 août

Terrain amélioré et de prix dans la ville de Belleville.

Succession de Maria Hughes, veuve de Robert Norris.—No 28,957.

PAR G. DE FERIET, encanteur,
Bureau, rue Royale, No 62.

Lundi, 19 août 1867, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre les rues Canal et Douane, il sera vendu, à l'enchère publique, en vertu d'un ordre de l'Honorable Juge de la Deuxième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, daté du 13 juillet 1867, la propriété ci-après décrite et appartenant à la dite succession, savoir—

Un certain terrain situé dans la ville de Belleville, dans cette Paroisse, sur la rive droite du fleuve Mississipi, presque en face de la Nouvelle-Orléans, désigné par le No 23 de l'ilet No 6, compris entre les rues Chesnut, Gosselin, Alix et Elisa, d'après le plan dressé par Louis H. Pilié, voyer, le 18 septembre 1846. Le dit terrain a 31 pieds 7 pouces de face à la rue Gosselin, sur 120 pieds de profondeur, entre lignes parallèles, au pied américain. Les bâtisses et améliorations comprennent une maison basse, en bois, ayant cinq chambres galerie devant et derrière. Les dépendances se composent d'une cuisine en bois à étage, ayant, au rez-de-chaussée, 2 chambres et, au-dessus, une grande chambre. Il y a, dans la cour, un grand hangar, puits, cuve, lieux d'aisance, arbres, &c., &c.

Voir le plan à la Bourse.
Conditions comptant, en billets du Trésor des Etats-Unis.
L'acte de vente, y compris les timbres du Revenu Intérieur des Etats-Unis, pardevant E. Barnett, notaire public, aux frais de l'acquéreur.
19 juillet—19,20 27—août 3,10,17,18

Etat de la Louisiane—Sixième Cour de District de la Nouvelle-Orléans—L'Etat de la Louisiane à tous ceux que les présentes concernent salut:—Attendu que Edmond Campanel ayant acheté à une vente faite par le shérif de la paroisse d'Orléans, la propriété ci-après décrite, s'est adressé au greffier de cette Cour, où le dit acte de vente fut enregistré le dix-septième jour de juin, de l'année 1867, pour un avis conformément à un acte de la Législature de l'Etat de la Louisiane, intitulé "Acte relatif aux monitions et à la manière de procéder," approuvé le 15 mars 1855."

Qu'il soit connu, et toutes personnes intéressées sont par ces présentes sommées au nom de l'Etat de la Louisiane et de la Sixième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, qui pourraient avoir droit à la propriété ci-après décrite, en conséquence d'un défaut de forme dans l'ordre, le décret ou le jugement de la Cour, en vertu duquel la vente a été faite, ou de toute irrégularité ou illégalité dans l'estimation, l'avis ou le temps et le mode de la vente, ou pour une autre cause quelconque, de faire voir, dans trente jours à dater de la publication de cet avis, pourquoi la vente ainsi faite ne serait pas confirmée et homologuée.

La dite propriété fut vendue par le shérif susdit, le huitième jour de juin de l'année 1867, en vertu d'un décret de cette Cour rendu le 9me jour d'avril de l'année 1867, dans l'affaire de John Coleman vs. un lot de terre, &c., No 9827 du docket de cette Cour, à laquelle vente Edmond Campanel s'est rendu acquéreur pour le prix de $1,210 comptant.

Description de la propriété d'après le transfert judiciaire, savoir:

UNE CERTAINE PORTION DE TERRE (subdivisée en quatre terrains) située dans le Deuxième District de cette ville, dans l'ilet compris entre les rues des Ursulines, de l'Hôpital, Rocheblave et Tonti. L'un des dits terrains formant l'encoignure des rues des Ursulines et Tonti, et les autres terrains sont contigus et font face à la rue des Ursulines, mesurant ensemble cent vingt-deux pieds de face et quatre lignes, sur une profondeur de quatre-vingt huit pieds, quatre pouces et quatre lignes, avec les améliorations qui s'y trouvent.

Par ordre de la Cour.
WM. WOELFER,
Greffier.
22juin—6 et 20, 27 juil.

L'ETAT DE LA LOUISIANE—Troisième Cour de District de la Nouvelle-Orléans.—Je certifie, par les présentes, que le 15 juin 1867, jugement a été rendu à cette Cour, dans le procès suivant, dans les termes et chiffres suivants, savoir:—No 23,305.—Mary E. Fisher contre Geo. W. Walker.—[illegible]

[illegible]

Jugement rendu le 15 juin 1867.
Signé le 20 juin 1867.
E. T. FELLOWES, Juge.

[illegible]

J. O. CHALON,
Député-Greffier.
28 juin—28—6,13,20 juillet

AUCTION SALES.

S. GUINAULT'S SALES.

Succession of Sylvester Norbestant Rabenau
BY S. GUINAULT, Auctioneer,
Office—Corner Bienville street and Exchange Alley.

TUESDAY, 13th August, 1867, will be sold at 12 o'clock M., at the Merchants and Auctioneers' Exchange, Royal street, between Canal and Customhouse streets, by virtue of an order from the Honorable the Second District Court of New Orleans, dated 5th July, 1867, the following property, to-wit—

A LOT OF GROUND, situated in suburb Tremé, Second District of this city, in square bounded by St. Ann, Dumaine, Derbigny and Roman streets;—said lot of ground forming the corner of St. Ann and Derbigny streets, and measuring, French measure, 79 feet 8 inches front on St. Ann street, by 116 feet in depth and fronting on Derbigny street; together with all the buildings and improvements thereon.

Terms—Cash, in U. S. currency.

The above property is sold subject to a lease ending 26th September, 1867, at the rate of $20 per month. The taxes for the running year (1867.) as well as the U. S. stamps to be at the cost of the purchaser.

Act of sale before O. Drouet, notary public, at the expense of the purchaser. jy12 20 27 aug 13

STATE OF LOUISIANA,
PARISH OF ORLEANS,
CITY OF NEW ORLEANS.

Be it known, that on this tenth day of April, in the year of our Lord one thousand eight hundred and sixty-seven, and of the independence of the United States of America the ninety-first, before me, WILLIAM JOSEPH CASTELL, a notary public in and for the Parish of Orleans, State of Louisiana, duly commissioned and qualified, and in the presence of the witnesses hereinafter named, and undersigned, personally came and appeared:

The parties hereinafter named and undersigned, who declared that availing themselves of the provisions of the Statutes of the State of Louisiana relative to the organization of Corporations in this State, they do by these presents, form themselves into and constitute a corporation for the object and under the following stipulations, to wit:

ARTICLE I.

The corporate name of the Association shall be the MISSISSIPPI VALLEY NAVIGATION COMPANY.

ARTICLE II.

The place of business and legal domicil of this Corporation shall be located in the city of New Orleans.

ARTICLE III.

The object of this Association is to construct and maintain one or more Steamboats to run on the Mississippi river or its tributaries, for the purpose of carrying Freight and Passengers, and generally to exercise such incidental powers and privileges as are hereby, or may hereafter be conferred on them for the purpose aforesaid.

ARTICLE IV.

The President of the Association is hereby constituted the officer on whom citations may be served.

ARTICLE V.

The capital stock of this corporation is hereby fixed at Five Hundred Thousand Dollars, represented by Five Thousand Shares of One Hundred Dollars each. Ten per cent. of each subscription shall be payable at the time of signing, and the remainder shall be paid at the time and in the manner directed by the Board of Directors, provided that not more than ten per cent. of said subscription shall be called for at any one time, and not oftener than once in any thirty days.

ARTICLE VI.

This Association shall go into operation so soon as Fifty Thousand Dollars of the capital stock is subscribed, and immediately thereafter the Stockholders may meet and elect a Board of Directors, each shall be stockholders, each share of Stock subscribed for shall be entitled to one vote; each Stockholder may vote in person or by proxy.

ARTICLE VII.

That in case it should become necessary to place this corporation in a state of liquidation there shall be appointed by the Board of Directors some one of their number, who shall represent their Corporation, and whose signature shall be binding on the Company.

ARTICLE VIII.

The Board of Directors, as soon as practicable after their election, shall proceed to elect the officers of the Association, which shall consist of a President, Vice President, Treasurer, Secretary, Superintendent, and such other officers as they may deem necessary, the two first of which shall be from their own number.

ARTICLE IX.

This Association shall have a corporate seal, the device of which shall be a steamboat and name of the Corporation traced thereon.

ARTICLE X.

The term for which this Corporation is formed shall be twenty-five years.

ARTICLE XI.

That should any subscriber refuse or neglect to pay punctually his or her installment or installments as the same mature and fall due, interest thereon at the rate of eight per cent. per annum shall be added thereto from maturity until payment, and if any subscriber neglects or refuses to pay his or her installment or installments within thirty days after the specified time of payment the Board of Directors shall have the right of causing any share or shares, upon which any installment may be due to be sold at public auction or otherwise after ten days previous notice thereof by advertisement in one or more newspapers in this city.

ARTICLE XII

This corporation shall adopt such By-Laws hereafter as they may deem proper and necessary not inconsistent with this act.

The parties to this act are

DAVID DE HAVEN
DAVID C. MARTIN,
FRANK BAKER,
THOMAS G. RHETT,
JOHN D. STRONG,
JOHN A. A. WEST,
LEE CRANDALL,
A. W. FAULKNER.

This done and passed in my office, at New Orleans aforesaid, the day, month and year first above written, in the presence of Charles E. Lowe and Theodore Renshaw, witnesses of lawful age, domiciliated in this city, who hereunto sign their names with the parties and me, said Notary, after the reading of these presents.

(Signed)
D. DeHAVEN,
D. C. MARTIN,
F. BAKER,
THOS G. RHETT,
A. W. FAULKNER,
JOHN D. STRONG,
JOHN A. A. WEST,
LEE CRANDALL,
CHAS. E. LOWE,
THEO. RENSHAW,
W. J. CASTELL,
Notary Public.

A True Copy,
W. J. CASTELL,
Notary Public.
New Orleans, April 10, 1867. apl 17

Louisiana Mutual Insurance Co.

THIRTEENTH ANNUAL STATEMENT.

In conformity with the requirements of their Charter the Company publish the following statement:

Total Premiums for the year ending 28th February, 1867 ... $836,130 13

Viz—Fire Premiums ... [illegible]; Marine Premiums ... 291,377 22; River Premiums ... 222,974 [illegible] — $836,130 13

Less Return Premiums ... $ 4,413 10; Less Unearned Premiums ... 40,294 00 — $ 44,707 10

Net Earned Premiums ... $791,423 03

Losses Paid: Fire Losses ... $[illegible]; Marine Losses ... [illegible]; River Losses ... [illegible] — $476,517 [illegible]

Reinsurance ... 48,[illegible]; Expenses, Taxes, Interest, Dividend, &c. ... 56,278 67; Discount in lieu of Scrip ... 77,770 35 — $658,945 62

Net Profits ... $130,477 41

The Company have the following Assets: Invested in Real Estate ... $ 36,950 [illegible]; Invested in Mortgage on Real Estate ... 65,982 [illegible]; Invested in City and other Bonds ... 22,280 00; Invested in Bank and other Stocks ... 111,655 00; Invested in Scrip of Insurance Companies ... 121,727 00; Loaned on Pledges ... 22,[illegible]; Bills Receivable ... 34,[illegible]; Premiums in course of Collection ... 101,[illegible]; Cash on hand ... 162,[illegible] — $729,448 31

The above statement is a just, true and correct transcript from the books of the Company.

CHAS. BRIGGS, President.
J. P. ROUX, Secretary.

STATE OF LOUISIANA.
Parish of Orleans, City of New Orleans.
Sworn to and subscribed before me, this 19th day of March, 1867.
PAUL W. COLLENS,
Third Justice of the Peace.

The Board of Trustees have resolved to declare a Scrip Dividend of Thirty per cent. on the net earned participating premiums for the year ending 28th February, 1867, for which certificates will be issued on and after the 1st day of July next.

Six per cent. interest on all outstanding certificates of Scrip will be paid on the second Monday of May, 1867, to the holders thereof of their legal representatives.

CHAS. BRIGGS, President.
ANT. CARRIERE, Vice President,
J. P. ROUX, Secretary.

TRUSTEES:

Charles Briggs,	A. R. Montgomery,
Ant. Carriere,	Chas. Weisbaar,
Geo. A. Fosdick,	A. Lecourt,
Mason Pilcher,	Frank Williams,
R. Brugier,	Thomas Byrne,
Chas. Lafitte,	John Thornhill,
John S. Maunsell,	W. A. Violett,
P. Anderson,	D. Fisgio,
Alfred Kearny,	Hugh Macdonald,
A. Frerichs,	Harlow J. Phelps,
Geo. W. Dunbar,	Wm. H. Pinckard,
E. F. Stockmeyer,	Henry H. Bryan,
Geo. W. Hynson,	John S. Walls,
Arch'd Montgomery,	J. B. Ehlers,
Henry J. Vose,	George Foster,
E. Marquese,	Andrew Stewart,
L. B. Pothier	mh21

N. O. Mutual Insurance Company

SEVENTH ANNUAL STATEMENT.

In conformity with the requirements of their charter the Company publish the following statement:

Amount of Premiums unearned 1865 ... $ 93,394

Premiums during the year ending 31st December, 1866: On Fire Risks ... $247,125 36; On Marine Risks ... 76,090 74; On River Risks ... 64,887 46 — 388,099 44

Total Premiums ... $481,393 44

Less: Premiums unearned 31st Dec. 1866 ... $101,439 00; Return Premiums ... 3,450 41 — 104,889 41

Net earned Premiums ... $376,465 03

Losses:—On Fire Risks ... $ 30,272 43; On Marine Risks ... 15,142 53; On River Risks ... 35,932 95

Taxes ... $ 219,348 93; Reinsurances ... 3,670 61; General Expenses, less interest account ... 11,318 66; Interest on Scrips ... 13,720 77; 34,397 50 — 282,475 13

Net Profit ... $94,009 90

The Company have the following assets: Bills receivable secured by pledge and mortgage ... $180,394 92; Premiums in course of collection ... 63,526 62; Consolidated or City Bonds ... 56,450 00; Invested in Gas Light Company ... 37,780 00; Do. in N. O. City Rail Road Company ... 3,360 00; Scrips of Mutual Ins. Companies ... 79,725 00; Merchants' Exchange Company ... 1,000 00; Real Estate ... 6,078 44; Valette's Dry Dock Company ... 10,000 00; Cash on hand ... 57,129 19 — $506,215 17

Less: Unclaimed interest on Scrips ... 6,580 00; Interest due in March on all outstanding Scrips ... 34,387 80; Claims unsettled ... 7,855 00 — 38,[illegible]

$467,372 37

STATE OF LOUISIANA,
Parish of New Orleans, City of New Orleans.

Be it remembered, that on this day, the 9th of January, 1867, before me, the undersigned, Justice of the Peace, in and for the parish aforesaid, personally appeared JULES TUYES, President, and J. W. HINCKS, Secretary of the NEW ORLEANS MUTUAL INSURANCE COMPANY, of New Orleans, who being duly sworn according to law, did depose and say that the above statement is just and true, and a correct transcript from the books of the Company.

J. TUYES, President,
J. W. HINCKS, Secretary.

Sworn to and subscribed before me, this 9th day of January, 1867.

PAUL W. COLLENS,
Third Justice of the Peace, Parish of Orleans.

At a meeting of the Board of Directors, held the 7th instant, it was resolved to declare a Scrip Dividend of Twenty-five per cent. on the net earned premiums of the Company, for the year ending 31st December, 1866, for which certificates will be issued on and after the 1st of March next. Also to pay, on and after the second Monday in March next, six per cent. interest on all outstanding Scrips of the Company.

—DIRECTORS:—

G. W. Babcock,	Wm. Stevens,
George Urquhart,	A. Schriber,
J. A. White,	Charles Lafitte,
W. F. Vredenburg,	J. M. Lapeyre,
T. Reilly Blanchard,	Jules Tuyes,
A. Rochereau,	John Gauche.

jan10 2md

LEEDS'S FOUNDRY,
(ESTABLISHED IN 1825.)
Corner of Delord and Foucher Streets.

We beg leave to inform our friends and the public generally that we are prepared, as formerly, to manufacture Steam Engines, Boilers, Sugar Mills, Sugar Kettles, Draining Machines, Saw Mills, Cotton Presses Horse Power, Gin Gearing, Furnace Mouths, Grate Bars all kinds of Plantation and Steamboat Works and every description of Machinery for the South.

LEEDS & CO

TREATMENT
—OF—
SECRET AND CUTANEOUS DISEASES, SIPHILIS, GONORRHEA, ULCERATIONS, OBSTRUCTIONS, ERUPTIONS, EXEMA, SCROFULA SCURVY, &c.

E. GAUDOZ,
Druggist, from the Paris University,
Corner Conti and Burgundy Streets.

Dr. RICORD'S
INJECTION AND PILLS.

For the cure of GONORRHEA, whether recent or chronic, in both sexes—easy treatment and a cure guaranteed. For sale by E. GAUDOZ, Druggist, Corner Conti and Burgundy streets.

DISEASES.

M. E. GAUDOZ, Druggist, from the Paris School, would inform his friends and the public that he has [illegible] Gonorrhea, Ulcerations, Obstructions, Eruptions, Eczema, Scrofula [illegible] years. [illegible]

E. GAUDOZ, Druggist,
Corner Orleans and Rampart streets.

Important!------Important!!

TO BUYERS OF IRON TIES.

New Orleans, [illegible], 1867.

John T. Butler, Esq.:

Sir—We, the undersigned, having been engaged for a number of years in the business of Compressing Cotton coming to this market, cheerfully take this opportunity of stating, for the benefit of the Merchants, Planters, and the public in general, that in our opinion the BUTLER BUCKLE COTTON TIE, should have preference over all other Buckle Ties, as being the Strongest, Simplest and Easiest of Application, and know that we can compress a bale of Cotton put up with this Tie with more facility and expedition than with any other Tie now in use.

The Buckles which are attached to other Ties are weak in their construction and very thereafter, and we have been compelled, in many instances, and, at our own expense, to use the Butler Buckles, with which to replace the others.

SAML BOYD & CO.,
Shippers' and Union Cotton Presses and Independent Yard.
THOS. M. SIMMONS & CO.,
Alabama and Crescent City Presses.
ISAAC RANDOLPH,
Pelican Press.
STANLEY & CO.,
Commercial Press.
C. N. CHASE,
Virginia Press.
C. N. PASTEUR,
Proprietor Cooper's Press.
IRVINE, KOPMAN & CO.,
Merchants' Press.
GAUTIER, ALLAIN & CO.,
Penn's Press.
R. M. PASTEUR,
Fireproof Cotton Press.

Having secured the Agency for the above celebrated COTTON TIE, we are now prepared to fill orders for Merchants, Planters and Country Dealers, at the lowest prices.

WM. A. BELL & CO.,
Dealers in Bagging, Rope and Ties.
jel—3m No. 41 Natchez street, New Orleans.

LEGAL NOTICES.

THE STATE OF LOUISIANA.—FIFTH DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS.—I hereby certify that, on the 10th day of June, 1867, judgment was rendered in this Court in the following, entitled suit in the words and figures following, to-wit: No 17,770.—Marie Margarite Reyff vs. Marie Joseph L. G. Reyff—On motion of J. M. Hirbammer, of counsel for plaintiff, and on introducing due proof in his favor, it is ordered and adjudged that the default herein entered on the 28th May, 1867, be now confirmed and made final, that there be judgment in favor of plaintiff, Mrs. Mary Margarite Reyff, from Senkbrecht, wife of Marie Joseph Louis Gabriel Reyff, and against defendant, the said M. S. L. G. Reyff, her husband; that the community of acquests and gains heretofore existing between said parties be dissolved; and that plaintiff recover of said defendant the sum of three thousand one hundred and twenty dollars, with legal interest from judicial demand till paid, and costs of suit, with the lien and privilege allowed by law to married women against the estates of their husbands on the property of their said husband. It is further ordered that a fee of fifty dollars, twenty-five dollars each, be allowed to A. D. Bernoudy and Theodore Davert, appointed appraisers, the same to be taxed as costs.

Judgment rendered June 10th, 1867.
Judgment signed June 14th, 1867.
(Signed) CHAS LEAUMONT, Judge.

In testimony whereof, I have hereunto set my hand and affixed the seal of the said Court, at the City of New Orleans, on this 11th day of July, in the year of our Lord, one thousand eight hundred and sixty seven, and the ninety-first year of the Independence of the United States.

A. D. BERNOUDY,
Deputy Clerk.
jy11 16 20 a10

STATE OF LOUISIANA—SECOND DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS.—The State of Louisiana, to all whom these presents shall come, greeting:

Whereas, Mistress Mary Orth, widow of Jacob Matz, has purchased at a sale made by G. De Feriet, auctioneer, the property hereinafter described, has applied to the Clerk of this Court, in whose office the deed of sale—passed before A. Ducatel, notary, on the 18th June, 1867—was recorded on the 28th day of June, A. D. 1867, for a monition or advertisement, in conformity to an Act of the Legislature of the State of Louisiana, entitled "An Act relative to monitions and mode of proceeding;" approved the fifteenth day of March, 1855

Now, therefore, know ye, and all persons interested herein are hereby cited and admonished, in the name of the State of Louisiana, and of the Second District Court of New Orleans, who can set up any right, title or claim in and to the property hereinafter described, in consequence of any informality in the order, decree or judgment of the Court under which the sale was made, or any irregularity or illegality in the appraisements and advertisements, in time, or manner of sale, or for any defect whatsoever; to show cause within thirty days from the day this monition is first inserted in the public papers, why the sale so made should not be confirmed and homologated.

The said property was sold by G. De Feriet auctioneer aforesaid, on the twenty-seventh day of April, A. D. 1867, by virtue of a decree of this Court, rendered on the twenty seventh day of February, A. D. 1867, in a suit entitled, Jane Freer, wife of Henry Grant vs Sam Adlam and Didier Fieston, No. 27,079 of the Docket of this Court, at which sale Mrs. Mary Orth, widow of Jacob Matz became purchaser for the price of $3,900 as the whole more fully appears from the act of sale passed before Amédée Ducatel, notary public, on the 18th of June, 1867.

Description of property, as given in the judicial conveyance, viz:

A certain LOT OF GROUND together with all the buildings and improvements thereon, rights, ways and privileges thereunto belonging or in any wise appertaining, situated in the Third District of this city, in the square bounded by Marigny, Greatmen (or Dauphine) Mandeville and Craps (now Burgundy) streets, the said lot of ground forming the corner of Marigny and Greatmen, or Dauphine, streets and measuring thirty-four feet front on Marigny street by sixty-nine feet five inches and five lines in depth and front on Dauphine street.

The property above described being the same which Andrew Fietson purchased from Lazare Dorestan Dalcour, by act before J. Lisbony, notary, on the 13th April, 1853.

Clerk's Office, Second District Court of New Orleans, June 29, 1867.

P. R. O'RORKE, Clerk
jy30 jy13,27

THE STATE OF LOUISIANA—FIFTH DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS.—I hereby certify that on the 28th day of June, 1867, judgment was rendered in this Court in the following entitled suit in the words and figures following, to-wit: W Jurgielewicz vs. Laura Jurgielewicz—No 18,[illegible]—In this case, submitted to the Court for adjudication upon the testimony filed, the Court considering the law and the evidence to be in favor of plaintiff. It is ordered, adjudged and decreed, that plaintiff Wladislaws Jurgielewicz and against the defendant Laura Maur his wife, that said parties be separated from bed and board and in property. It is further ordered that defendant's demand in reconvention be dismissed, and the Court considering the argument of parties, through their counsel, in open Court, thereto, it is ordered that plaintiff do have the custody and care of the minor children Maria, aged ten years Laura, aged a year, and Leopold, aged six years, issue of the marriage of said parties, and that defendant have the care and custody of the minor children named Julia, aged four years, Arthur, aged three years and Eugenie aged eight months, also the furniture in marriage of said parties; and that defendant pay costs of suit. It is further ordered that a fee of twenty-five dollars be allowed to F. G. Ortlieb, notary public, and twenty-five each to Frederick Fredericks and T. Devert, appointed appraisers herein, the same to be taxed as costs.

Judgment rendered June 28th, 1867.
Judgment signed July 3d, 1867
(Signed) CHAS. LEAUMONT, Judge.

In testimony whereof I have hereunto set my hand and affixed the seal of the said Court, at the City of New Orleans, on this 10th day of July, in the year of our Lord, one thousand eight hundred and sixty-seven and the ninety-first year of the Independence of the United States.

A. D. BERNOUDY,
Clerk.
jy13 30 in 3md

A. Ravelet vs. His Creditors and the Creditors of C. Ravelet & Son.—No. 23,212.

THIRD DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS.—Notice is hereby given to the creditors of the aforesaid insolvent, and to all other persons herein interested to show cause, within ten days from the first publication hereof, why the account presented by the syndic should not be approved and homologated, and the funds distributed in accordance therewith.

By order of Court.
J. O. CHALON, Deputy Clerk
jy18—2 26

Succession of Henry A. Stream.

SECOND DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS. No. 29,975.—Notice is hereby given to the creditors of this estate and to all other persons herein interested, to show cause within ten days from the present notification if any they have or can why the account presented by Lewis Woods, testamentary executrix of this estate should not be homologated and approved, the funds distributed in accordance therewith.

By order of the Court.
P. R. O'RORKE, Clerk.
jy18 24 29

United States Circuit Court.

FIFTH CIRCUIT AND DISTRICT OF LOUISIANA.

Alvin Destrehan, Widow of Ange Chazot, et al, vs. Armand Pitot, et al—No. 4000.

Fourteen Thousand Acres of Land in the Parish of Vermillion, La., and Twenty-Seven Hundred and Eight Acres of Land in the Parish of St. Landry, La.

UNDER order of the Honorable Circuit Court of the United States, for the Fifth Circuit and District of Louisiana, in the partition suit of A. Destrehan, Widow of E. Chazot, et al., vs. A. Pitot et al., No. 4000, will be offered for sale at the Merchants' Exchange, in New Orleans, by M. M. Cohen, Master in Chancery and Special Commissioner, at 12 o'clock M., on the 13th day of July, 1867, according to plans of Wm. J. McCulloh, now exposed in said Exchange—the property of the heirs of McCarty.

The land in the Parish of Vermillion is situated on both sides of the Bayou Vermillion, commencing about ten miles below the town of Abbeville, having a depth of forty arpents, and a front extending down to the Bay. A large part of it was formerly successfully cultivated in Sugar, and much in Cotton. A portion of it is well timbered, and much is high arable prairie, suitable for vacheries (several of which are on it).

This property will be sold as follows:

IN THE PARISH OF VERMILLION.

1st. Lots 33, 35, 36 and 53, in Township 13, S. R. 3 E., and lots 36, 53, 40, 41 and 44 in T. 14. S. R. 3 E., South west District Louisiana, West Bank of Vermillion River, in one body containing eleven hundred and sixty (1160) acres more or less.

2d. Lots 45, 49 and 50, in Township No. 14. S. R. 3 E. S. W. District, bounded East by Vermillion River, South by Little Bayou, and North by lands first above described; containing four hundred an eighty (480) acres more or less, with so much of the rear portions of lots 55, 56, 59 and 60, same township, as would contain one hundred and sixty (160) acres, according to a line of exchange established between Levi Rice and Allen Campbell, containing in all six hundred and forty (640) acres more or less.

3d. Lot 48, Township 14, S. R. 3 E., S. W. District, containing one hundred (100) acres.

4th. Lot 51, T. 14, S. R. 3 E., seventy-eight (78) acres.

5th. That portion of lots 55, 58, 59 and 60 having a front on Vermillion River of about twenty arpents extending in the rear to the division line established between Levi Rice and Allen Campbell, mentioned in the above description of the second tract, and containing six hundred and sixty (660) acres more or less.

6th. Lots 61 and 62, T. 14 S. R. 3 E., S. W. District, containing three hundred an fifty (350) acres more or less.

7th. Lot 67, same township, one hundred and seventy (170) acres more or less.

8th. Lot 68, same township, one hundred and sixty (160) acres more or less.

9th. Lot 69, same township, one hundred and sixty (160) acres more or less.

10th. Section 87, T. 14. S. R. 3 E., containing fourteen hundred (1400) acres more or less.

11th. Section 90, containing fourteen hundred (1400) acres more or less.

12th. Sections 91 and 92, T. 14, S. R. 3 E., and sections 38, 39 and 40, T. 15, S. R. 3 E., containing twenty-four hundred (2400) acres more or less.

13th. Section 89, T. 14, S. R. 3 E., and section 37, T. 15 S. R. 3 E., S. W. District, containing thirteen hundred and seven (1307) acres more or less.

14th. Section 83, T. 14, S. R. 3 E., on East bank of Vermillion River, bounded below by the tract last above described, having a front and depth of forty arpents and containing fourteen hundred and eight (1408) acres, more or less.

15th.—Section 85, T. 14, S. R. 3 E., S. W. District, on East bank of Vermillion River, bounded below by the tract last above described, and above by the claim of John Merriman, now the property of Adrien Nunes, containing five hundred and eighty (580) acres more or less.

16th. Section 84, T. 14, S. R. 3 E., bounded below by the property above mentioned, of Adrien Nunes, with lot No. 86 adjoining, containing together three hundred and sixty (360) acres more or less.

17th. Lots 46, 47, 52 and 54, same township, each having five arpents front on the East bank of the Vermillion, with forty arpents in depth, together six hundred and forty (640) acres more or less.

18th. Lot 39, T. 14, S. R. 3 E.
19th. Lot 42, T. 14, S. R. 3 E.
20th. Lot 43, T. 14, S. R. 3 E.

These lots adjoin, having a depth of forty arpents, with a front of five arpents each, on the East Bank of Vermillion River, and contain each one hundred and sixty (160) acres more or less.

21st. Lot 38, T. 14, S. R. 3 E.
22d. Lot 37, T. 14, S. R. 3 E.
23d. Lot 36, T. 14, S. R. 3 E.
24th. Lot 35, T. 14, S. R. 3 E.

These four lots will be sold separately, they adjoin. Each has a front of five arpents on East Bank of Vermillion River, and a depth of forty arpents and contain each one hundred and sixty (160) acres more or less.

The land in the PARISH OF ST. LANDRY consists:

1st. A tract confirmed to Jean Baptiste McCarty, containing thirteen hundred and fifty-four (1354) acres, as surveyed by Wm. B. Jackson, United States Deputy Surveyor, on the 27th of June, 1829, situated on the east bank of Nementou river, having forty arpents front by forty depth in T. 10 S. R. 2 W. Southwest District Louisiana. Bounded at the time of survey, by Bartholomew McCarty above, John Monton below and vacant lands in the rear.

2d. A tract confirmed to Edmond McCarty, containing thirteen hundred and fifty-four (1354) acres, as surveyed by Wm. B. Jackson, United States Deputy Surveyor, on the 29th June, 1829, situated forty arpents from the Nementou river; bounded, at the time of survey, in front by Bartholemew McCarty, and on all sides by vacant lands. Each of these tracts has been sub-divided into four lots of equal front, and numbered 1, 2, 3 and 4, and will be sold; the purchaser having the privilege to buy all in bulk.

Terms of Sale—Payments to be made in U. S. Treasury notes. One-fourth cash, and the balance in the notes of the purchasers to their own order, payable in one, two and three years, with six per cent. interest from date of sale, secured by mortgage. Acts of sale and Internal Revenue stamps at the expense of purchasers, before Eustis & Winchester, notaries public in New Orleans. Jun15 Stead

INSURANCES.

Merchants' Mutual Insurance Co.
OF NEW ORLEANS.

THIRTEENTH ANNUAL STATEMENT.

In conformity with the requirements of their Charter, the Company publish the following statement: Premiums received during the year ending on 31st May, 1867, including unearned premiums of the previous year:

On Fire Risks ... $986,910 49; On River Risks ... 289,338 05; On Marine Risks ... 223,231 22

Total Premiums ... $1,499,479 [illegible]

Less Premiums unearned on 31st May, 1867 ... $224,182; Return Premiums ... 25,955 39—250,137 [illegible]

Net earned Premiums 31st May, 1867 ... $1,165,342 97

Losses paid during the year: On Fire Risks ... $311,229 [illegible]; On River Risks ... 199,719 45; On Marine Risks ... 272,617 60 — $783,570 92

Taxes ... 34,050 97; Reinsurances, expenses, profit and loss, less interest ... 86,302 44—[illegible]

Net profits ... $256,818 64

The Company have the following assets: Real Estate ... $159,817 47; Notes secured by mortgage ... 341,990 18; Notes secured by pledge ... 106,007 40; Cash on hand ... 74,750 92; Premiums in course of collection ... 95,629 [illegible]; City Bonds ... 59,530 00; Bank and Railroad Stocks ... 142,738 00; Bills Receivable ... 118,881 78; Scrips of Mutual Insurance Companies ... 38,718 00; Stock of Vallette Dry Dock ... 15,000 00; Levee Steam Press ... 5,000 00; Gas Light Company ... 5,000 00; Marine Dry Dock ... 2,500 00; Merchants' Exchange ... 1,000 00; Lightering and Wrecking Company ... 1,000 00; State Bonds ... 1,540 00

Total ... $1,406,416 45

Less—Unclaimed interest and interest, payable in July next, on all outstanding Scrips ... $95,364 13; Thirty per cent. curtailment on Scrip of 1859, payable in July ... 59,548 50; Unearned Premiums on 31st May, 1867 ... 224,182 00 — 379,094 63

$1,027,421 81

The above statement is a just true and correct transcript from the books of the Company.

JOHN PEMBERTON, President.
PAUL FOURCHY, Secretary.

STATE OF LOUISIANA,
Parish of Orleans, City of New Orleans.
Sworn to and subscribed before me this 5th day of June, 1867.
PAUL W. COLLENS,
Third Justice of the Peace

At a meeting of the Board of Directors, held on the 5th June, 1867, it was resolved to declare a scrip dividend of twenty per cent on the net earned premiums for the year ending 31st May, 1867, for which certificates will be issued on and after the first day of August next. Also, to pay on and after the second Monday in July next THIRTY PER CENT CURTAILMENT ON THE SCRIP ISSUE OF 1859, and six per cent. interest on all outstanding scrips of the Company.

DIRECTORS:

John Pemberton,	J. Morgan Hall,	David McCord,
F. Maspero,	Pierre Poutz,	S. Z. Relf,
L. F. Generes,	J. J. Fernandez,	Chs Seg ry,
	E. Dupasseur,	M. Puig.

je7 tf

Citizens' Mutual Insurance COMPANY.

TENTH ANNUAL STATEMENT.

In conformity with the requirements of their Charter, the Company publish the following statement:

Total premiums for the year ending Nov. 30, 1866 ... $386,315 35

Fire premiums ... $231,423 04; Marine ... 96,218 61; River ... 58,673 70—$386,315 35

Less unterminated risks ... $ 47,946 00; Returned premiums ... 2,942 66—50,888 66

Net earned premiums ... $335,427 29

Losses paid: Fire losses ... $102,194 99; Marine losses ... 104,111 32; River losses ... 18,047 23 — $224,353 48

Re-insurance ... 10,492 11; Twenty and twenty-five per cent returns ... 30,019 74; Add expenses, internal revenue taxes, profit and loss, interest on scrip less interest, etc ... 31,251 31—296,116 64

Net profits ... $ 39,310 65

Net earned premiums 30th Nov., 1866 ... $335,427 29; Less amount on which twenty and twenty-five per cent. have been returned ... 176,666 30

Amount participating in profit ... $148,761 06

The company have the following assets: Bills receivable ... $ 36,103 37; Premiums in course of collection ... 119,967 06; Invested in bank stocks ... 71,391 50; Loans on pledge ... 36,427 70; Loans on mortgage ... 12,357 43; Invested in railroad bonds ... 9,350 00; Invested in scrip of insurance company ... 39,658 00; Cash on hand ... 20,309 22 — $346,772 25

The above statement is a true and correct transcript from the books of the Company

O. GAILLARD, President
H. CASTAREDE, Secretary

State of Louisiana,
Parish of Orleans, City of New Orleans.
Sworn to and subscribed before me this 17th day of December, 1866.
PAUL W. COLLENS,
Third Justice of the Peace.

The Board of Trustees have resolved to declare a scrip dividend of Twenty-five per cent on the net earned participating premiums for the year ending 30th November, 1866, for which certificates will be issued on and after the second Monday in February next, and to redeem further resolved to pay six per cent on the outstanding certificates of scrip, on and after the second Monday in February, 1866.

TRUSTEES

J. Lorber,	A. Miltenberger,
A. Verloin DeGruy,	J. Lemore,
Jos'n Gauche,	L. Grand,
Jas. A. White,	T. Avendano,
O. Gaillard,	A. H. D'Mesa,
J. A. Bouse,	F. Mathon,
	A. Bidault

Office, No. 3 Carondelet street ... jan

Sun Mutual Insurance Company

OFFICE OF THE SUN MUTUAL INSURANCE CO. New Orleans, 61 Camp street.

ELEVENTH ANNUAL STATEMENT
Of the affairs of the SUN MUTUAL INSURANCE COMPANY OF NEW ORLEANS, FOR THE YEAR ENDING DECEMBER 31, 1866

Amount of Premiums for the year ending December 31, 1866, viz: On Fire Risks ... $331,379 30; On Marine Risks ... 22,1[illegible]; On River Risks ... 205,[illegible] — $658,481 44

Unterminated Risks, December 31, 1865 ... 63,943 00—$722,834 44

Deduct: Unterminated Risks, December 31, 1866 ... 66,785 00; Return Premiums Dec. 31, 1866 ... 4,697 16—71,482 16

Net Earned Premiums December 31 1866 ... $651,342 28

Losses paid during the same period, viz: On Fire Risks ... $66,277 15; On Marine Risks ... 49,519 43; On River Risks ... 208,121 68—$323,918 [illegible]; Add Reinsurance ... 4,287 [illegible]; Fifteen, Twenty and Twenty-five per cent, discount on premiums ... 103,[illegible]; Amount reserved for unadjusted Losses ... 60,000 00; Expenses, Taxes, Profit and Loss, less Discount and Interest, etc ... 39,997 62 — 586,589 [illegible]

Net Profits ... $64,756 63

Net Earned Premiums ... $651,342 28; Less Amount of Premiums on which Fifteen, Twenty and Twenty-five per cent. have been returned ... 522,008 14

Amount of Net Earned Premiums Participating in Profits ... $129,334 14

The Company have the following assets, viz: Invested in City and State Bonds valued at ... $439,390 00; Invested in Bank and Gas Stocks, valued at ... 173,[illegible]; Loans on Pledge ... 39,[illegible]; Loans on Mortgage ... 29,[illegible]; Bills receivable ... [illegible]; Premiums Due in course of Collection ... 41,082 [illegible]; Scrip of other Insurance Companies ... 14,[illegible]; Unexpired Funds ... 5,780 [illegible]; Cash on hand ... 276,645 92 — $1,066,733 59

The above statement is a true and correct transcript from the books of the company.

THOMAS SLOO, President.
THOS. ANDERSON, Secretary

STATE OF LOUISIANA.
Parish of Orleans, City of New Orleans.
Sworn to and subscribed before me this sixteenth day of January, 1867.
G. H. BRAUGN,
Second Justice of the Peace Parish of Orleans.

The Board of Directors have resolved to pay six per cent. interest on the outstanding certificates of profits, on and after the 11th of February next, and to redeem on and after that date FIFTY PER CENT. of the Scrip of 1856. And they have further declared a Scrip dividend of FIFTY PER CENT. on the net earned participating premiums of the year ending December 31, 1866, for which certificates will be issued on and after the 18th day of March next.

THOMAS SLOO, President.
JNO G. GAINES, Vice-President.
THOS. ANDERSON, Secretary.

—DIRECTORS—

Jno. G. Gaines,	H. T. Lonsdale
Jno. C. Ricks,	Sumpter Turner,
B. J. Hart,	B. Bienvenu,
J. H. Stauffer,	J. B. Bres,
Henry Renshaw,	Theo. A. James,
Thos. Sloo,	J. G. Sorelli.

jan19 1md&tf

SEVENTEENTH ANNUAL STATEMENT
OF THE
Crescent Mutual Insurance Company of New Orleans.
NEW ORLEANS, MAY 12, 1866.

The Trustees in conformity to the Charter, submit the following statement of the affairs of the Company, on the 30th day of April, 1866.

Fire Premiums ... $592,134 71; Marine ... 129,395 15; River ... 305,849 56 — $1,027,389 44

Amount of Earned Premiums ... 986,461 44

Losses paid and estimated: Fire Losses ... $ 24,492 06; Marine ... 79,646 05; River ... 240,243 38; Paid discount in lieu of scrip ... 79,762 87; Paid Taxes ... 35,192 34; Paid reinsurances ... 61,307 21; Profit and Loss, Interest, General Expenses, Stamps, less Discount, &c. ... 149,186 [illegible] — 679,730 21

Net Profits ... $257,751 23

Amount of Premiums to participate in Scrip Dividend ... $404,711 00

The Company have the following Assets: Notes secured by mortgages ... $ 86,445 00; Loans on pledge of stocks ... 38,594 49; Bills Receivable ... 51,123 51; Real Estate ... 60,000 00; Invested in Consolidated and City Bonds ... 79,060 00; Invested in Bank Stocks ... 90,390 00; Foreign and Domestic Scrip and Scrip Account ... 66,268 2[illegible]; Vallette Dry Dock Company ... 1,375 00; Due for Premiums in course of collection ... 166,559 15; Cash on hand ... 257,430 52 — $847,180 90

The above statement is a true and correct transcript from the books of the Company.

THOMAS A. ADAMS, President
HENRY V. OGDEN, Secretary.

PARISH OF ORLEANS,
CITY OF NEW ORLEANS
Sworn to and subscribed before me this 22d day of May, 1866.
G. H. BRAUGHN,
Second Justice of the Peace, Parish of Orleans.

The Company will pay interest at 6 per cent. in cash on all its Outstanding Certificates of Scrip to the legal holders thereof, on and after the second Monday in July next.

The Board of Trustees have also declared a Scrip Dividend of SIXTY per cent. on the earned premiums entitled to participation for the year ending April 30th, 1866; for which certificates will be issued on and after the second Monday in August next.

THOMAS A. ADAMS, President.
SAMUEL H. KENNEDY, Vice-President.
HENRY V. OGDEN, Secretary.

—TRUSTEES.—

Thos. A. Adams,	Saml H. Kennedy,
C. D. Buddecke,	James J. Hanna,
Saml B. Newman,	A. Duthill,
P. H. Foley,	Wm. Edwards,
J. Norman Jackson,	A. G. Obes,
A. Thomson,	A. B. Reading.

my24 2md

JACOB OTT, Carpenter.

Special attention given to REPAIRING of STORES and DWELLINGS.

Cisterns Made and Repaired.

Orders left at [illegible] street [illegible] promptly attended to.

Choice Lumber for Counters, &c.

10,000 FEET of choice Black Walnut suitable for counters, &c., for sale, [illegible]. Also a large lot of YELLOW PINE LUMBER and Tongued and Grooved FLOORING and CEILING.

For sale by ALEX. McCONNELL,
jail ly 154 Carondelet street.

JUDICIAL SALES.

The Louisiana Mutual Insurance Company vs. Antonio Costa.

FOURTH DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS.—No. 19,579—By virtue of a writ of seizure and sale to me directed by the Honorable the Fourth District Court of New Orleans, in the above entitled cause, I will proceed to sell at public auction, at the Merchants and Auctioneers' Exchange, Royal street, between Canal and Customhouse streets, in the Second District of this city, on SATURDAY, the twenty-seventh day of July, 1867, at 12 o'clock M., the following described property, to wit—

1. LOT NO. ONE HUNDRED AND THIRTY-TWO in square Twenty-two, lying, being and situate on Craps street, between Enghien and Mandeville streets, in the Third District of the city of New Orleans; said Lot fronting thirty-two feet on Craps street, and running one hundred and sixty feet; together with all the buildings and improvements thereon, as acquired by defendant from Joseph A. Dias, by deed under private signature, dated the 12th May, 1866, registered in the Conveyance office, in book 82, folio 203.

The improvements comprise a one story frame cottage, shingle roofed, No. 334 Craps street.

2. A CERTAIN LOT OR PARCEL OF GROUND, situate, lying and being in the Third District of this city, in square No. Fifty, bounded by Prosper, Anthony, Solidelle and Annette streets, designated by the No. Fifty-five on a plan drawn by John Britt, architect, on the 3d April, 1849, deposited in the records of H. P. Caire, late a notary public in this city, under the No. 41 of the plan, Book No. 5; said lot measuring, in English measure, thirty-one feet eleven inches and five lines front on Prosper street, by a depth of one hundred and sixty feet one inch and four lines, between parallel lines; together with the buildings and improvements thereon. The same having been acquired by defendant by purchase from said Joseph A. Dias, by deed under private signature, dated 17th March, 1856, registered in Conveyance office, in Book 83 folio 289

The buildings and improvements comprise frame tenements.

Seized in the above suit.
Terms—Cash on the spot.
HARRY T. HAYS
Sheriff of the Parish of Orleans.
je28, jy5, 12, 20, 27.

Sale by the Sheriff of the Parish of Orleans in Order to Effect a Partition.

B. Antognini vs. Lewis Heronard.

SIXTH DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS. No. 19,837.—By virtue of a judgment rendered June 8th, 1867, and signed June 15th, 1867, to me directed by the Honorable the Sixth District Court of New Orleans in the above entitled cause, I will proceed to sell at public auction, at the Merchants and Auctioneers' Exchange, Royal street, between Canal and Customhouse streets, in the Second District of this city, on MONDAY, the twenty-ninth day of July, 1867, at 12 o'clock M., in order to effect a partition, the following described property, to wit:

A LOT OF GROUND situate in suburb Washington, in the Third District of this city, in square number ten, and designated by the number nine, measuring fifty-three feet three inches front on Lesseps street, by a depth of one hundred and thirty eight feet.

Terms—Cash on the spot.
HARRY T HAYS,
je28 jy8 16 24 29 Sheriff of the Parish of Orleans

GENERAL TRANS-ATLANTIC COMP'Y.

REGULAR LINE FROM NEW ORLEANS TO ST. NAZAIRE. Corresponding with all the Antilles and Pacific Ocean Ports

NEW ORLEANS to	1st Class.	2d Class.	4th Class.
St Thomas	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Havana	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Porto Rico	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Hayti	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Santiago de Cuba	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Jamaica	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Guadeloupe	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Martinique	[illegible]	[illegible]	[illegible]
St Lucie	[illegible]	[illegible]	[illegible]
St Vincent	[illegible]	[illegible]	[illegible]
La Grenade	[illegible]	[illegible]	[illegible]
La Trinidad	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Demerara	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Surinam	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Cayenne	[illegible]	[illegible]	[illegible]
La Guayra	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Porto Cabello	[illegible]	[illegible]	[illegible]
St Marthe	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Colon	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Buenaventura	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Guayaquil	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Payta	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Lambayeque	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Huanchaco	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Casma	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Huacho	[illegible]	[illegible]	[illegible]
San Jose	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Pacasmayo	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Callao	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Tambos Mora	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Pisco	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Chincha	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Chala	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Islay	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Ilo	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Arica	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Pisagua	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Mejillones	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Iquique	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Tocopilla	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Cobija	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Caldera	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Coquimbo	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Carrizal Bajo	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Huasco	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Valparaiso	[illegible]	[illegible]	[illegible]
San Francisco	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Acapulco (Manzanillo)	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Punta Arenas	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Realejo (Corinto)	[illegible]	[illegible]	[illegible]
La Libertad	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Acajutla	[illegible]	[illegible]	[illegible]
San Jose	[illegible]	[illegible]	[illegible]

Fare from New Orleans to St Nazaire, one berth, 1st for a [illegible]

[illegible]

Children under three years old, free.

Children over three years and under eight, pay quarter price.

[illegible]

For passage apply to
VICTOR PERRILLAT, Agent,
jy23 No. 127 Common street.

Home Insurance Directory.

HOME INSURANCE COMPANIES.

Atlantic Insurance Company, No. 19 Camp street—Edward Rigney, President, H. P. Janvier, Secretary

Citizens' Mutual Insurance Company, No. 3 Carondelet street—O Gaillard, President H Castarede, Secretary

Crescent Mutual Insurance Company, corner of Camp street and Commercial Place—Thos A. Adams, President, Henry O. Ogden, Secretary

Commercial Insurance Company, No. 11 Commercial Place—S B Buckner, President, Geo. Sweet, Secretary.

Factors and Traders' Insurance Company, No. 39 Carondelet street—Michael Musson, President; Harman Doane, Vice President, Ed A Palfrey, Secretary.

Germania Insurance Company, No. 135 Gravier street—D. Michel, President, E. Maier, Secretary.

Great Southern and Western Fire, Marine and Accident Insurance Company, No. 21 Carondelet street—James Longstreet, President, C. William, Secretary.

Home Mutual Insurance Company, corner Camp and Natchez streets—Jas H Wheeler, President; A. W Hunter, Secretary.

Hope Insurance Company, No. 21 Camp street—H Peychaud, President; Lewis Barnett, Secretary

Louisiana Mutual Insurance Company, corner of Camp and Gravier streets—Chas Briggs, President, J. P. Roux, Secretary.

Louisiana State Mutual Insurance Company, corner of Common and Carondelet streets—J. Ganucheau, President; L. W. Baquie, Secretary.

Merchants' Mutual Insurance Company, No. 104 Canal street—John Pemberton, President, Paul Fourchy Secretary.

National Marine and Fire Insurance Company, corner of Camp and Common streets—Wm. Whann, President; E. N. Ganucheau, Secretary

New Orleans Mutual Insurance Company, No. 111 Canal street—J. Tuyes, President, J. W. Hincks, Secretary.

Star Mutual Insurance Company, No. 14 Carondelet street—Placide Fortall, President; A. De Buys Secretary.

Sun Mutual Insurance Company, No. 61 Camp street—Thos. Sloo, President; Thos. Anderson, Secretary

Union Insurance Company, No. 112 Canal street—A Chiapella, President, J. M. Crawford, Secretary.

Insurance Agencies.

Adriatic Insurance Company, of New York—P. R. Fell Agent, No. 53 Carondelet street.

Etna Insurance Company, of Hartford, Conn—Harmon Doane, Agent, 97 Camp street

Ætna Life Insurance Company, of New York—Geo H King, Agent, 115 Camp street.

Atlantic Insurance Company, of New York—P. R. Fell, Agent, 53 Carondelet street

Citizens' Mutual Insurance Company, of New Orleans—Wm. Dalton, Agent, 542 Magazine street.

Columbia Insurance Company, of New York—Paxson & Folsom, Agents, 48 Camp street.

Harmony Insurance Company, of New York—P. R. Fell, Agent, 53 Carondelet street

Hartford Insurance Company—Harmon Doane, Agent, 97 Camp street.

Home Insurance Company, of New Haven—Paxson & Folsom, Agents, 48 Camp street

International Insurance Company, of New York—Holmes Bros, Agents, Camp street.

Knickerbocker Life Insurance Company—Paxson & Folsom, Agents, 48 Camp street.

Liverpool and London and Globe Insurance Company—184 Gravier street. A. F. Elliot, General Agent.

London and Lancashire Insurance Company—R. G Musgrove, Agent, 63 Carondelet street.

Manhattan Life Insurance Company—Chas. C. Hathaway, Agent, 21 Carondelet street.

Metropolitan Insurance Company, of New York—L. C. Norvell & Co., Agents, 34 Carondelet street.

Mercantile Mutual (Marine) Insurance Company—L. C. Norvell & Co , Agents, 31 Carondelet street.

New York Life Insurance Company—J. S. Copes, General Agent for Louisiana, 61 St. Charles street.

National Insurance Company, of Boston—Holmes Bros , Agents, 92 Camp street.

Phœnix Insurance Company, of New York—P. R. Fell, Agent, 53 Carondelet street.

Pioneer Accident Insurance Company, of Mobile—P. A. Skipwith, Agent, 46 Carondelet street.

Security Insurance Company, of New York—Harmon Doane, Agent, 97 Camp street.

St Louis Mutual Insurance Company—Harmon Doane, Agent, 97 Camp street

Travelers' Insurance Company (Accident) of Hartford, Conn.—Harmon Doane, Agent, 97 Camp street.

Travelers' Insurance Company, of Providence, R. I, (Accident) Southern Branch Office—Holmes Bros., Agents, 92 Camp street.

Washington Insurance Company—L. C. Norvell & Co., Agents, 34 Carondelet street.

Widows' and Orphans Life Insurance Company, of New York—P. R. Fell, Agent, 53 Carondelet street.

O. B. GRAHAM & CO.,
139 ... GRAVIER STREET ... 139
Between Camp and St. Charles Streets.

Importers of Foreign and Domestic DRY GOODS,

Agent for the York Street Flax Spinning Company of Belfast.

Respectfully call the attention of the trade to their very Extensive Stock now in store and arriving by first vessels from Europe, consisting of the following: Irish Linen, Printed Linen, Pillow Case Linen, Linen Sheeting, Drawer Linen, Linen Shirts and Shirt Fronts, Brown and Bleached Linens, Linen Cambric, Huckaback [illegible] Towels, Damasks in piece, Damask Cloths, Napkins and Towels, Diapers, Brown and Bleached Hollands, [illegible] Cotton and Linen Sewing Thread, [illegible] Cotton and [illegible]

Postal Information.

TO THE BRITISH NORTH AMERICAN PROVINCES—Cape Breton, Prince Edward's Island and Nova Scotia. To Newfoundland prepayment required. To Canada and New Brunswick, 10c. per ½ oz., any distance. "10 cents when not over 3,000 miles from the line of crossing. "15 cents when distance exceeds 3000 miles. Prepayment optional.

Steamers of the Cunard line sail from Boston twice each month, touching at Halifax, and when letters are sent by that conveyance for Nova Scotia, Newfoundland, Cape Breton and Prince Edward's Island, the U. S. postage is 5 cents the single rate, to be pre-paid. The inland rate is collected on delivery. On newspapers by this route, the postage is two cents each.

RULES FOR RATING LETTERS, &C.

1. *In the United States and British Mails.*—Letters exchanged with the United Kingdom of Great Britain and Ireland, or addressed to British Colonies and foreign countries, for transmission in the open mail via England, are charged with United States and British postage, at a single rate for each half ounce or fraction thereof, the same as domestic letters.

In the case of letters to be forwarded in the British mail for transmission from England "via Marseilles," the French postage is rated at 6 cents the quarter ounce, except on letters for Java, China, Labuan, Borneo, Japan, the Moluccas and Philipine Islands, which are rated at 8 cents per half ounce, and except also, on letters for Syria and Tunis, by French packet, when the single French rate is 12 cents per quarter ounce.

2. *In the United States and French Mails.*—Letters in the mail to France are to be charged with single rate of postage, if not exceeding the weight of one quarter ounce; double rate if exceeding a quarter, but not exceeding half an ounce; and so on, an additional rate being charged for each quarter ounce, or fractional part of a quarter ounce

The rates by "French mail" are in full to destination, except the following places, viz: Aden, Batavia, Ceylon, China, cities of Turkey in Europe, except as herein mentioned, via Austria, countries to which correspondence can be sent via Suez, countries beyond seas via France, others than those enumerated, East Indies, Gibraltar, Hong Kong, Java, Mauritius, Montenegro, Penang, Portugal, Isle of Re Union, Servia, (except Belgrade,) Shanghai, Singapore and Spain The limit of payment to Spain, Portugal and Gibraltar, is Behobia; to Servia (except Belgrade, Montenegro, and cities of Turkey in Europe, except as herein mentioned, "via Austria," the frontier of Turkey and Austria; to Aden, East Indies, Ceylon, China, and other countries via Suez, the seaports of the Indies, or of the sea of China to which the English packets ply, and to places beyond seas, or other than those designated, the limit is the port of arrival in the country of destination.

3 *In the Mails to Prussia, or to Belgium*—Letters in the United States and Prussian closed mails, and in the mails exchanged with Belgium are charged with single rate of postage if not exceeding half an ounce in weight, double rate if exceeding half an ounce, but not exceeding an ounce; quadruple rate if exceeding an ounce, but not exceeding two ounces; and so on, for greater weights, charging two rates for every ounce or fractional part of an ounce over the first ounce. As this scale of progression differs from that followed in respect to domestic letters, great care is required to prevent mistakes.

4 *In the Mails to Bremen, or to Hamburg, &c.*—Letters addressed to the German States, &c., when sent via Bremen or Hamburg, and letters addressed to the British North American Provinces, are rated in the same manner as domestic letters, one rate being charged for each half ounce or fractional part of half an ounce.

General Directions.—Postmasters should be careful where the postage is prepaid, to collect the proper amount. They should be particular to notice the route indicated on the envelopes of letters, and to collect postage accordingly. Letters mailed at some offices, marked "via England," or "via Prussian Closed Mail," for a German State, are frequently taken upon the prepayment of Bremen rates, and those marked "via Bremen," at Prussian closed rates, &c.

ROUTES OF TRANSMISSION, &C

To prevent mistakes at the exchange offices, it is desirable that the particular routes by which letters are to be forwarded from the United States to Europe, should be distinctly written on the covers. Letters intended for transmission in the open mail to England, should bear the direction, "open mail via England," if for transmission in the French mail, they should be directed, "via France, by French Mail;" if for transmission by closed mail to Prussia, they should be directed, "via Prussian closed mail;" if for transmission in the closed mail to Belgium, they should be directed, "via Belgian closed mail," and if for transmission by the New York and Bremen line of steamers, or by the New York and Hamburg line to Hamburg, they should be directed, "via Bremen," or "via Hamburg."

It is important that letters addressed to Germany and other European countries, via France where the single rate per quarter ounce is 21 cents, should be plainly marked to be sent "via France," otherwise they may be mis-sent in the open mail to Liverpool by United States packet, the 21 cent rate per half ounce being also chargeable on letters thus forwarded

The Income Tax.

The following is the form of making income returns for 1866 under the new law. The readers will see at a glance the character of the articles to be returned upon, and the deductions to be made:

RETURNS

1. From the profits in any trade, business or vocation from which income is actually derived, or any interest therein wherever carried on

2 From the payment of debts in a former year considered lost, and which have not paid a previous income tax.

3 From rents.

4. From farming operations—amount of live stock sold, amount of agricultural products sold

5 From profits realized by sales of real estate purchased since December 31st, 1863

6 From interest on any bonds or evidences of indebtedness of any railroad, canal turnpike company, canal navigation or slackwater company, or interest or dividends on stock, capital or deposit in any bank, trust company, savings institution, insurance, railroad, canal, turnpike, canal navigation or slackwater company.

7 From dividends of any incorporated company not otherwise provided for.

8 From gains and profits of any incorporated company not divided

9 From interest on notes, bonds or other securities of the United States

10 From interest on notes, bonds, mortgages or securities other than those above enumerated above.

11. From any salary other than as an officer or employé of the United States

12 From any salary or pay as an officer or employé of the United States

13 From profits on sales of gold or stocks, whenever purchased.

14 From all sources not above enumerated. Gross income.

DEDUCTIONS.

1 Exempt by law $1000.

2 National, State, county and municipal taxes within the year.

3 Losses actually sustained during the year from fire, shipwreck, or incurred in trade, and not already deducted in ascertaining profits

4 Losses on sales of real estate purchased since December 31, 1863

5 Amount paid for hired labor to cultivate land from which income is derived.

6 Amount paid for the live stock which was sold within the year

7 Amount actually paid for rent of homestead.

8 Amount paid for usual or ordinary repairs, excluding payments for new buildings, permanent improvements or betterments.

9 Interest paid out of falling due within the year.

10 Salary or pay as an officer or employé of the United States, from which a tax has been withheld.

11 Interest or dividends from corporations enumerated above in paragraph six.

Taxable income

Amount of tax at 5 per cent.

CARRIAGES, GOLD WATCHES, BILLIARD TABLES AND SILVER PLATE.

(*Schedule A.—Section 100. Act June 30, 1864, as Amended July 13, 1866.*)

TAXABLE PROPERTY.

Carriage, phæton, carryall, rockaway, or other like carriage, and any coach, hackney coach, omnibus or four wheeled carriage, the body of which rests upon springs of any description and which is not used exclusively in husbandry or in the transportation of merchandise, valued at exceeding $300 and not exceeding $500, including harness used therewith—$6.

Carriages of like description valued above $500—$10

Gold watches, composed wholly or in part of gold or gilt, kept for use, valued at $100 or less—$1

Gold watches, composed wholly or in part of gold or gilt, kept for use, valued at above $100—$2.

Billiard tables kept for use, and not subject to special tax—$10.

Oz plate of silver, kept for use, per ounce troy—50 cents

Oz plate of silver, kept for use, per ounce troy, exceeding forty ounces, used by one family—50 cents.

Weights of Produce.

As established by Law or Custom in New Orleans.

GRAIN WEIGHTS.

Wheat	60 lbs.	per	bushel.
Corn shelled	56	"	"
" in ear	70	"	"
Oats	32	"	"
Rye	56	"	"
Buckwheat	52	"	"
Barley	48	"	"
Malt	34	"	"
Beans	60	"	"
Cow Peas	60	"	"
Irish Potatoes	60	"	"
Onions	54	"	"

Weights of Various Kinds of Produce per Bushel.

[According to custom established in the Cincinnati Market.]

Articles.	Pounds.
Apples (dried)	25
Bran	20
Barley	48
Beans white	60
Beans castor	..
Buckwheat	..
Coal, stone	80
Corn, shelled	56
" in Ear	..
" Meal	..
Hair, plastering	..
Lime, unslacked	..
Malt, barley	34
Malt, Rye	40
Oats	33
Onions	56
Peaches (dried)	33
Potatoes, Irish	..
" sweet	..
Peas	56
Rye	10
Seed Blue Grass	62
Seed, Clover	56
" Flax	42
" Hemp	45
" Timothy	50
" Hungarian Grass	..
Salt, Coarse	..
" Fine	..
Sand	..
Turnips	..
Wheat	60

St. Louis Restaurant,
Nos. 75 and 77 St. Louis street,
—KEPT BY—
HENRY BARTHE.

Mr. HENRY BARTHE respectfully informs his friends and the public that he will open on SATURDAY NEXT, the new Saloons and Private Rooms he has had fitted up above his Restaurant. [illegible]

The Restaurant is kept open until midnight. my31 du

THE SIXTH WARD NATIONAL RECONSTRUCTION ASSOCIATION meets every FRIDAY EVENING at half-past 7 o'clock, at Col Perrier's Academy, No. 154 Hospital street.

C. E. GIRARDEY, President.
ADAM A. KEE, Secretary. jy4 tf

'MISCELLANEOUS

THE SYSTEM OF INDIAN SLAVERY IN ARIZONA—CAPTURED INDIANS BOUGHT AND SOLD BY THE SOLDIERS.—The War Department has just received a copy of Circular No. 3, issued last month by General McDowell, commanding the Department of California to post command ers in Arizona. General McDowell communicates to them the following paragraph from a letter addressed to him by Governor McCormick, of Arizona:

I find that at Fort McDowell and at other posts they (Indian captives taken by the troops) have been turned over to civilians without any process of law. I learn of instances in which children have been sold by the troops; of others, in which they have been exchanged for goods, and in cases where they have been given to the Pimas and Maricopas Indians, those tribes have afterwards sold them to the whites. Moreover, I am informed that at McDowell it has been the custom to deliver the adult female Apache captives over to the Pimas and Maricopas for slaughter.

The General has directed commanders of districts and posts in Arizona to investigate these charges at once and report to him all the particulars. In conclusion the General says:

These charges, as well by the heinousness of the offences specified as by the high source from which they come, are most damaging to the character of the service, and must be fully investigated and answered by every officer to whom this circular is sent.

LORD STANLEY ON THE ALABAMA CLAIMS IN THE HOUSE OF COMMONS.—Mr Baxter asked the Secretary of State for Foreign Affairs if any further progress had been made in the negotiations with the Government of the United States of America regarding the Alabama claims; and if the claims made by British subjects arising out of the late war exceed in amount those on the other side.

Lord Stanley—I cannot say that we are making any rapid progress in the Alabama negotiations. At the same time there is nothing to lead me in any way to despair of those negotiations arriving at a satisfactory settlement. I may add that whether the negotiations be concluded or not, it is my intention before the recess to lay all the papers on the subject upon the table. For I think that the House and the country are entitled to know what has been going on. As to the claims of British subjects arising out of the late war, I am afraid I cannot give any definite answer to the honorable gentleman's question. Very many claims have been put forward, but many of them probably will not bear minute examination, and others would no doubt be considerably reduced in amount upon an inquiry, so that no approximate sum can be given. I believe, moreover, that many more large claims have not yet been brought forward, it having been well understood that while the Alabama negotiations were pending, the American Government had declined to go into such claims. There may, therefore, be many with which I am acquainted, and the amount, I dare say, considerable. [Hear, hear.]

Bank Directory.

Bank of America, corner of Canal and Exchange Place—A. M Fortier, President J. E. Mortimer, Cashier.

Canal Bank, corner of Gravier and Camp—Geo. Jonas, President, C. Jumonville Cashier.

Crescent City Bank, No. 104 Canal street up stairs—John Pemberton, President, Charles Fanrie, Cashier

Citizens' Bank, corner of Royal and Custom house—John G Gaines, President J L De ley, Cashier

First National Bank, No. 37 Camp street—D B Forbes President; —— Vice President; Louis Mieg Acting Cashier

City National Bank, corner Magazine and Natchez Alley—G W Cochran, President, Jules Cassard Cashier

City Bank of New Orleans, No. 25 Commercial Place—Richard Jones, Manager

Bank of Louisiana, in liquidation, corner Royal and Conti—Ambrose Lanfear, Preside. J F Irvine, Cashier.

Louisiana State Bank, corner of Royal and Conti—J A Blanc, President pro tem, L Bernard, Cashier.

Mechanics and Traders Bank, No 16, Canal street—Walter G. Robinson, President, G. Cruzat, Cashier.

Bank of New Orleans, corner St Charles and Union streets—Frank Williams, President A Dnebiron, Cashier.

Pike, Lapeyre & Bro., No. 17 Camp street.

Southern Bank, No. 11 St Charles street—Thos Layton, President John G Devereux, Act Cashier.

Smith, Newman & Co, cor. Camp and Common streets

United States Treasury, No. 56 Camp street—W R Whittaker, Asst. Treasurer, James A Veazie, Cashier

Union Bank of Louisiana, No. 122 Canal street—F E Lavillebeuvre, President, Geo A Freret, Cashier

M Judson, cor. Camp and Common streets

Burke & Co, No. [illegible] Camp street

Louisiana National Bank, Common street, near Camp—James Robb, President, Jos W Carroll, Vice President and —— Hull, Cashier

New Regulations Concerning Stamp Duties

Commissioner Rollins, of the Internal Revenue Bureau, has just issued a pamphlet containing a schedule of stamp duties on and after March 1, 1867, and the laws and regulations concerning the purchase and use of Internal Revenue Stamps:

In all cases where an adhesive stamp is used for denoting the stamp duty upon an instrument, the person using or playing the same must write or imprint thereupon in ink the initials of his name, and the date [the year, month and day] on which the same is attached or used. Each stamp should be separately cancelled. When stamps are printed upon checks, &c., so that in filling up the instrument the face of the stamp is and must necessarily be written across, no other cancellation will be required.

All cancellation must be distinct and legible, and, except in the case of proprietary stamps from private dies, no method of cancellation which differs from the above described can be recognized as legal and sufficient.

A person who holds an uncancelled conveyance, formed upon a "Confederate currency" consideration will be allowed to affix the stamps thereto as he may think sufficient, and no prosecution will be instituted by direction of the Internal Revenue Bureau for the recovery of a penalty for failure to stamp it, and the recorded instrument must be allowed to affix United States currency at the time, [illegible] they will be allowed to affix at their own risk of the sufficiency of such stamps.

The validity of a deed is a matter for the courts. It is one of importance, and not to the Bureau, any further sufficiency of the stamp may be a question of revenue. The foregoing is applicable to all instruments as well as to deeds

A penalty of fifty dollars is imposed on every person who makes, signs or issues, or who causes to be made, signed or issued, any paper of any kind or description whatever, or who accepts, negotiates or pays, or causes to be accepted, negotiated or paid, any bill of exchange, draft or order, or promissory note for the payment of money, without the same being duly stamped, or having thereupon an adhesive stamp for denoting the tax chargeable thereon cancelled in the manner required by law, with intent to evade the provisions of the Revenue Act.

A penalty of two hundred dollars is imposed upon every person who pays, negotiates or offers in payment, or receives or takes in payment, any bill of exchange or order for the payment of any sum of money, drawn or purporting to be drawn in a foreign country, but payable in the United States, until the proper stamp has been affixed thereto

A penalty of fifty dollars is imposed upon every person who fraudulently makes use of an adhesive stamp to denote the duty required by the revenue act, without effectually cancelling and obliterating the same in the manner required by law.

Attention is particularly called to the following extract from section 155 of the act of June 30, 1864, as amended by the act of July 13, 1866:

"If any person shall wilfully remove or cause to be removed, alter or cause to be altered, the cancelling or defacing marks on any adhesive stamp, with intent to use the same or to cause the use of the same, after it shall have been once used, or shall knowingly or wilfully sell or buy such washed or restored stamps or offer the same for sale, or give or expose the same to any person for use, or knowingly use the same or prepare the same with intent for the further use thereof, or if any person shall knowingly and without lawful excuse (the proof whereof shall be on the person accused) have in his possession washed, restored, or altered stamps, which have been removed from any vellum, parchment, paper, instrument, or writing, then, and in every such case, every person so offending, and every person knowingly and wilfully aiding, abetting, or assisting in committing any such offence as aforesaid, shall, on conviction thereof, * * * be punished by a fine not exceeding one thousand dollars, or by imprisonment and confinement to hard labor not exceeding five years, or both, at the discretion of the court

It is reported that persons in various parts of the country, and under various pretexts, are collecting cancelled stamps, and, as it is believed, for the purpose of removing the cancelling marks therefrom and preparing them for further use

All revenue officers have been directed to give this matter their special attention, to acquaint the people with the true object for which such stamps are collected, and with the penalties incurred by all who in any way knowingly and wilfully aid, abet and assist in the commission of the offence. It is believed that many stamps are gathered from persons who are ignorant of the use to which they are to be put, and innocent of all intent to defraud the revenue.

The fact that a person is collecting stamps which have once been used is sufficient to arouse strong suspicion, and calls for an immediate investigation, and the possession of washed, restored or altered stamps is *prima facie* evidence of guilt. No pains should be spared to insure the detection and punishment of the guilty parties

It is not lawful to record any instrument document or paper required by law to be stamped, or any copy thereof, unless a stamp or stamps of the proper amount have been affixed and cancelled in the manner required by law; and such instrument or copy, and the record thereof, are utterly null and void, and cannot be used or admitted as evidence in any court until the defect has been cured as provided in section 158

Legal Rates of Interest.

The following are legal rates of interest in the several States of the Union

Maine 6 per cent

New Hampshire, 6 per cent

Vermont, 6 per cent, except upon railroad notes or bonds, which may bear 7 per cent.

Massachusetts, 6 per cent

Rhode Island, 6 per cent

Connecticut, 6 per cent. By the law of May, 1864, banks are prohibited, under a penalty of $500, from taking, directly or indirectly, over 6 per cent.

New York, 7 per cent.

New Jersey, 6 per cent.

Pennsylvania 6 per cent.

Delaware, 6 per cent.

Maryland, 6 per cent.

Virginia, 6 per cent.

North Carolina, 6 per cent.

South Carolina, 7 per cent.

Georgia, 7 per cent.

Alabama, 8 per cent.

Arkansas, 6 per cent. Special contracts, in writing, in this State, will admit of interest not exceeding 10 per cent.

Florida, 6 per cent. On special contracts 8 per cent. is allowed.

Illinois, 6 per cent previous to 1857, and 10 since that time.

Indiana, 6 per cent.

Iowa, 6 per cent. On special contracts and judgments 10 may be charged.

Kentucky, 6 per cent.

Louisiana, 5 to 8 per cent.

Michigan, 7 per cent. It is lawful to stipulate for any sum not exceeding 10 per cent.

Mississippi, 6 per cent. Since March, 1856, 10 per cent is allowed on special contracts

Missouri, 6 per cent. Parties can agree for any sum not exceeding 10 per cent.

Ohio, 6 per cent, and all interest charged over this rate is illegal.

Tennessee, 6 per cent

Texas, 8 per cent. Special agreement not exceeding 12 per cent.